



---

## Partie 2

# LOIS ET RÈGLEMENTS

---

19 mai 2022 / 154<sup>e</sup> année

### Sommaire

Table des matières  
Décrets administratifs  
Arrêtés ministériels

# AVIS AUX USAGERS

---

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (chapitre M-15.001, r. 0.1).

La Partie 1, intitulée «Avis juridiques», est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant.

La Partie 2 «Lois et règlements» et sa version anglaise Part 2 «Laws and Regulations» sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

## Partie 2 — LOIS ET RÈGLEMENTS

### Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est disponible gratuitement et chaque numéro est diffusé le mercredi à 0h01 à l'adresse suivante:

[www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca](http://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca)

### Contenu

Règlement sur la *Gazette officielle du Québec*, article 3

La Partie 2 contient :

- 1° les lois sanctionnées;
- 2° les proclamations et les décrets d'entrée en vigueur des lois;
- 3° les règlements et les autres actes de nature législative dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 4° les décrets du gouvernement, les décisions du Conseil du trésor et les arrêtés ministériels dont la publication est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 5° les règlements adoptés par les tribunaux judiciaires et administratifs;
- 6° les projets des textes mentionnés aux paragraphes 3° et 5° dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi avant qu'ils soient pris, adoptés ou délivrés par l'autorité compétente ou avant leur approbation par le gouvernement, un ministre, un groupe de ministres ou par un organisme du gouvernement;
- 7° tout autre document non visé à l'article 2 ou au présent article et dont la publication est requise par le gouvernement.

### Tarif\*

1. Abonnement annuel à la version imprimée

Partie 1 «Avis juridiques»:	555 \$
Partie 2 «Lois et règlements»:	761 \$
Part 2 «Laws and Regulations»:	761 \$
2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec* : 11,88 \$.
3. Publication d'un document dans la Partie 1 :  
1,91 \$ la ligne agate.
4. Publication d'un document dans la Partie 2 :  
1,27 \$ la ligne agate.  
  
Un tarif minimum de 278 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

\* **Les taxes ne sont pas comprises.**

### Conditions générales

Les fichiers électroniques du document à publier, une version Word et un PDF avec signature d'une personne en autorité, doivent être transmis par courriel ([gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca](mailto:gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca)) et être reçus **au plus tard à 11 h le lundi** précédant la semaine de publication. Les documents reçus après la date de tombée sont publiés dans l'édition subséquente.

Le calendrier des dates de tombée est disponible sur le site Internet des Publications du Québec.

Dans son message, l'annonceur doit clairement indiquer les coordonnées de la personne à qui la facture doit être acheminée (nom, adresse, téléphone et courriel).

Pour toute demande de renseignements, veuillez communiquer avec :

#### Gazette officielle du Québec

Courriel : [gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca](mailto:gazette.officielle@servicesquebec.gouv.qc.ca)

425, rue Jacques-Parizeau, 5<sup>e</sup> étage

Québec (Québec) G1R 4Z1

### Abonnements

Pour un abonnement à la version imprimée de la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec :

#### Les Publications du Québec

Service à la clientèle – abonnements

425, rue Jacques-Parizeau, 5<sup>e</sup> étage

Québec (Québec) G1R 4Z1

Téléphone: 418 643-5150

Sans frais: 1 800 463-2100

Télécopieur: 418 643-6177

Sans frais: 1 800 561-3479

**Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.**

---

**Table des matières****Page**

---

**Décrets administratifs**

---

834-2022	Renouvellement de l'état d'urgence sanitaire conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique .....	2547A
862-2022	Prolongation d'effet de la Loi établissant un périmètre aux abords de certains lieux afin d'encadrer les manifestations en lien avec la pandémie de la COVID-19 .....	2550A

---

**Arrêtés ministériels**

---

2022-031	Ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 .....	2551A
2022-032	Ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 .....	2553A
2022-033	Ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 .....	2555A
2022-035	Ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 .....	2570A



## Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

### Décret 834-2022, 18 mai 2022

CONCERNANT le renouvellement de l'état d'urgence sanitaire conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique

ATTENDU QUE l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré une pandémie de la COVID-19 le 11 mars 2020;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

ATTENDU QUE cette pandémie constitue une menace réelle grave à la santé de la population qui exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 119 de cette loi l'état d'urgence sanitaire déclaré par le gouvernement vaut pour une période maximale de dix jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé pour d'autres périodes maximales de dix jours ou, avec l'assentiment de l'Assemblée nationale, pour des périodes maximales de 30 jours;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 121 de cette loi la déclaration d'état d'urgence sanitaire et tout renouvellement entrent en vigueur dès qu'ils sont exprimés;

ATTENDU QU'au cours de l'état d'urgence sanitaire, malgré toute disposition contraire, le gouvernement ou le ministre de la Santé et des Services sociaux, s'il a été habilité, peut, sans délai et sans formalité, prendre l'une des mesures prévues aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

ATTENDU QUE, par le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire et a pris certaines mesures afin de protéger la population;

ATTENDU QUE l'état d'urgence sanitaire a été renouvelé jusqu'au 29 mars 2020 par le décret numéro 222-2020 du 20 mars 2020, jusqu'au 7 avril 2020 par le décret numéro 388-2020 du 29 mars 2020, jusqu'au 16 avril 2020 par le décret numéro 418-2020 du 7 avril 2020, jusqu'au 24 avril 2020 par le décret numéro 460-2020 du 15 avril 2020, jusqu'au 29 avril 2020 par le décret numéro 478-2020 du 22 avril 2020, jusqu'au 6 mai 2020 par le décret numéro 483-2020 du 29 avril 2020, jusqu'au 13 mai 2020 par le décret numéro 501-2020 du 6 mai 2020, jusqu'au 20 mai 2020 par le décret numéro 509-2020 du 13 mai 2020, jusqu'au 27 mai 2020 par le décret numéro 531-2020 du 20 mai 2020, jusqu'au 3 juin 2020 par le décret numéro 544-2020 du 27 mai 2020, jusqu'au 10 juin 2020 par le décret numéro 572-2020 du 3 juin 2020, jusqu'au 17 juin 2020 par le décret numéro 593-2020 du 10 juin 2020, jusqu'au 23 juin 2020 par le décret numéro 630-2020 du 17 juin 2020, jusqu'au 30 juin 2020 par le décret numéro 667-2020 du 23 juin 2020, jusqu'au 8 juillet 2020 par le décret numéro 690-2020 du 30 juin 2020, jusqu'au 15 juillet 2020 par le décret numéro 717-2020 du 8 juillet 2020, jusqu'au 22 juillet 2020 par le décret numéro 807-2020 du 15 juillet 2020, jusqu'au 29 juillet 2020 par le décret numéro 811-2020 du 22 juillet 2020, jusqu'au 5 août 2020 par le décret numéro 814-2020 du 29 juillet 2020, jusqu'au 12 août 2020 par le décret numéro 815-2020 du 5 août 2020, jusqu'au 19 août 2020 par le décret numéro 818-2020 du 12 août 2020, jusqu'au 26 août 2020 par le décret numéro 845-2020 du 19 août 2020, jusqu'au 2 septembre 2020 par le décret numéro 895-2020 du 26 août 2020, jusqu'au 9 septembre 2020 par le décret numéro 917-2020 du 2 septembre 2020, jusqu'au 16 septembre 2020 par le décret numéro 925-2020 du 9 septembre 2020, jusqu'au 23 septembre 2020 par le décret numéro 948-2020 du 16 septembre 2020, jusqu'au 30 septembre 2020 par le décret numéro 965-2020 du 23 septembre 2020, jusqu'au 7 octobre 2020 par le décret numéro 1000-2020 du 30 septembre 2020, jusqu'au 14 octobre 2020 par le décret numéro 1023-2020 du 7 octobre 2020, jusqu'au 21 octobre 2020 par le décret numéro 1051-2020 du 14 octobre 2020, jusqu'au 28 octobre 2020 par le décret numéro 1094-2020 du 21 octobre 2020, jusqu'au 4 novembre 2020 par le décret numéro 1113-2020 du 28 octobre 2020, jusqu'au 11 novembre 2020 par le décret numéro 1150-2020 du 4 novembre 2020, jusqu'au 18 novembre 2020 par le décret numéro 1168-2020 du 11 novembre 2020, jusqu'au 25 novembre 2020 par le décret numéro 1210-2020 du 18 novembre 2020, jusqu'au 2 décembre 2020 par le décret numéro 1242-2020 du 25 novembre 2020, jusqu'au 9 décembre 2020 par le

décret numéro 1272-2020 du 2 décembre 2020, jusqu'au 18 décembre 2020 par le décret numéro 1308-2020 du 9 décembre 2020, jusqu'au 25 décembre 2020 par le décret numéro 1351-2020 du 16 décembre 2020, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021 par le décret numéro 1418-2020 du 23 décembre 2020, jusqu'au 8 janvier 2021 par le décret numéro 1420-2020 du 30 décembre 2020, jusqu'au 15 janvier 2021 par le décret numéro 1-2021 du 6 janvier 2021, jusqu'au 22 janvier 2021 par le décret numéro 3-2021 du 13 janvier 2021, jusqu'au 29 janvier 2021 par le décret numéro 31-2021 du 20 janvier 2021, jusqu'au 5 février 2021 par le décret numéro 59-2021 du 27 janvier 2021, jusqu'au 12 février 2021 par le décret numéro 89-2021 du 3 février 2021, jusqu'au 19 février 2021 par le décret numéro 103-2021 du 10 février 2021, jusqu'au 26 février 2021 par le décret numéro 124-2021 du 17 février 2021, jusqu'au 5 mars 2021 par le décret numéro 141-2021 du 24 février 2021, jusqu'au 12 mars 2021 par le décret numéro 176-2021 du 3 mars 2021, jusqu'au 19 mars 2021 par le décret numéro 204-2021 du 10 mars 2021, jusqu'au 26 mars 2021 par le décret numéro 243-2021 du 17 mars 2021, jusqu'au 2 avril 2021 par le décret numéro 291-2021 du 24 mars 2021, jusqu'au 9 avril 2021 par le décret numéro 489-2021 du 31 mars 2021, jusqu'au 16 avril 2021 par le décret numéro 525-2021 du 7 avril 2021, jusqu'au 23 avril 2021 par le décret numéro 555-2021 du 14 avril 2021, jusqu'au 30 avril 2021 par le décret numéro 570-2021 du 21 avril 2021, jusqu'au 7 mai 2021 par le décret numéro 596-2021 du 28 avril 2021, jusqu'au 14 mai 2021 par le décret numéro 623-2021 du 5 mai 2021, jusqu'au 21 mai 2021 par le décret numéro 660-2021 du 12 mai 2021, jusqu'au 28 mai 2021 par le décret numéro 679-2021 du 19 mai 2021, jusqu'au 4 juin 2021 par le décret numéro 699-2021 du 26 mai 2021, jusqu'au 11 juin 2021 par le décret numéro 740-2021 du 2 juin 2021, jusqu'au 18 juin 2021 par le décret numéro 782-2021 du 9 juin 2021, jusqu'au 25 juin 2021 par le décret numéro 807-2021 du 16 juin 2021, jusqu'au 2 juillet 2021 par le décret numéro 849-2021 du 23 juin 2021, jusqu'au 9 juillet 2021 par le décret numéro 893-2021 du 30 juin 2021, jusqu'au 16 juillet 2021 par le décret numéro 937-2021 du 7 juillet 2021, jusqu'au 23 juillet 2021 par le décret numéro 1062-2021 du 14 juillet 2021, jusqu'au 30 juillet 2021 par le décret numéro 1069-2021 du 21 juillet 2021, jusqu'au 6 août 2021 par le décret numéro 1072-2021 du 28 juillet 2021, jusqu'au 13 août 2021 par le décret numéro 1074-2021 du 4 août 2021, jusqu'au 20 août 2021 par le décret numéro 1080-2021 du 11 août 2021, jusqu'au 27 août 2021 par le décret numéro 1127-2021 du 18 août 2021, jusqu'au 3 septembre 2021 par le décret numéro 1150-2021 du 25 août 2021, jusqu'au 10 septembre 2021 par le décret numéro 1172-2021 du 1<sup>er</sup> septembre 2021, jusqu'au 17 septembre 2021 par le décret numéro 1200-2021 du 8 septembre 2021, jusqu'au 24 septembre 2021 par le décret numéro 1225-2021 du 15 septembre 2021, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2021 par le décret numéro 1251-2021 du

22 septembre 2021, jusqu'au 8 octobre 2021 par le décret numéro 1277-2021 du 29 septembre 2021, jusqu'au 15 octobre 2021 par le décret numéro 1293-2021 du 6 octobre 2021, jusqu'au 22 octobre 2021 par le décret numéro 1313-2021 du 13 octobre 2021, jusqu'au 29 octobre 2021 par le décret numéro 1330-2021 du 20 octobre 2021, jusqu'au 5 novembre 2021 par le décret numéro 1349-2021 du 27 octobre 2021, jusqu'au 12 novembre 2021 par le décret numéro 1392-2021 du 3 novembre 2021, jusqu'au 19 novembre 2021 par le décret numéro 1415-2021 du 10 novembre 2021, jusqu'au 26 novembre 2021 par le décret numéro 1433-2021 du 17 novembre 2021, jusqu'au 3 décembre 2021 par le décret numéro 1456-2021 du 24 novembre 2021, jusqu'au 10 décembre 2021 par le décret numéro 1489-2021 du 1<sup>er</sup> décembre 2021, jusqu'au 17 décembre 2021 par le décret numéro 1510-2021 du 8 décembre 2021, jusqu'au 24 décembre 2021 par le décret numéro 1540-2021 du 15 décembre 2021, jusqu'au 31 décembre 2021 par le décret numéro 1624-2021 du 22 décembre 2021, jusqu'au 7 janvier 2022 par le décret numéro 1628-2021 du 29 décembre 2021, jusqu'au 14 janvier 2022 par le décret numéro 1-2022 du 5 janvier 2022, jusqu'au 21 janvier 2022 par le décret numéro 4-2022 du 12 janvier 2022, jusqu'au 28 janvier 2022 par le décret numéro 51-2022 du 19 janvier 2022, jusqu'au 4 février 2022 par le décret numéro 94-2022 du 26 janvier 2022, jusqu'au 11 février 2022 par le décret numéro 114-2022 du 2 février 2022, jusqu'au 18 février 2022 par le décret numéro 131-2022 du 9 février 2022, jusqu'au 25 février 2022 par le décret numéro 149-2022 du 16 février 2022, jusqu'au 4 mars 2022 par le décret numéro 181-2022 du 23 février 2022, jusqu'au 11 mars 2022 par le décret numéro 211-2022 du 2 mars 2022, jusqu'au 18 mars 2022 par le décret numéro 214-2022 du 9 mars 2022, jusqu'au 25 mars 2022 par le décret numéro 272-2022 du 16 mars 2022, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2022 par le décret numéro 341-2022 du 23 mars 2022, jusqu'au 8 avril 2022 par le décret numéro 595-2022 du 30 mars 2022, jusqu'au 15 avril 2022 par le décret numéro 647-2022 du 6 avril 2022, jusqu'au 22 avril 2022 par le décret numéro 664-2022 du 13 avril 2022, jusqu'au 29 avril 2022 par le décret numéro 704-2022 du 20 avril 2022, jusqu'au 6 mai 2022 par le décret numéro 706-2022 du 27 avril 2022, jusqu'au 13 mai 2022 par le décret numéro 733-2022 du 4 mai 2022 et jusqu'au 20 mai 2022 par le décret numéro 816-2022 du 11 mai 2022;

ATTENDU QUE, par les décrets numéros 222-2020 du 20 mars 2020, 223-2020 du 24 mars 2020, 460-2020 du 15 avril 2020, 496-2020 du 29 avril 2020, 500-2020 du 1<sup>er</sup> mai 2020, 505-2020 du 6 mai 2020, 530-2020 du 19 mai 2020, 539-2020 et 540-2020 du 20 mai 2020, 543-2020 du 22 mai 2020, 566-2020 du 27 mai 2020, 588-2020 du 3 juin 2020, 615-2020 du 10 juin 2020, 651-2020 du 17 juin 2020, 689-2020 du 25 juin 2020, 708-2020 du 30 juin 2020, 788-2020 du 8 juillet 2020,

810-2020 du 15 juillet 2020, 813-2020 du 22 juillet 2020, 817-2020 du 5 août 2020, 885-2020 du 19 août 2020, 913-2020 du 26 août 2020, 943-2020 du 9 septembre 2020, 947-2020 du 11 septembre 2020, 964-2020 du 21 septembre 2020, 1020-2020 du 30 septembre 2020, 1039-2020 du 7 octobre 2020, 1145-2020 du 28 octobre 2020, 1346-2020 du 9 décembre 2020, 1419-2020 du 23 décembre 2020, 2-2021 du 8 janvier 2021, 102-2021 du 5 février 2021, 135-2021 du 17 février 2021, 433-2021 du 24 mars 2021, 735-2021 du 26 mai 2021, 799-2021 du 9 juin 2021, 885-2021 du 23 juin 2021, 1173-2021 du 1<sup>er</sup> septembre 2021 et 1276-2021 du 24 septembre 2021, le gouvernement a pris certaines mesures afin de protéger la population;

ATTENDU QUE, par les arrêtés numéros 2020-003 du 14 mars 2020, 2020-004 du 15 mars 2020, 2020-005 du 17 mars 2020, 2020-006 du 19 mars 2020, 2020-007 du 21 mars 2020, 2020-008 du 22 mars 2020, 2020-009 du 23 mars 2020, 2020-010 du 27 mars 2020, 2020-011 du 28 mars 2020, 2020-012 du 30 mars 2020, 2020-013 du 1<sup>er</sup> avril 2020, 2020-014 du 2 avril 2020, 2020-015 du 4 avril 2020, 2020-016 du 7 avril 2020, 2020-017 du 8 avril 2020, 2020-018 du 9 avril 2020, 2020-019 et 2020-020 du 10 avril 2020, 2020-021 du 14 avril 2020, 2020-022 du 15 avril 2020, 2020-023 du 17 avril 2020, 2020-025 du 19 avril 2020, 2020-026 du 20 avril 2020, 2020-027 du 22 avril 2020, 2020-028 du 25 avril 2020, 2020-029 du 26 avril 2020, 2020-030 du 29 avril 2020, 2020-031 du 3 mai 2020, 2020-032 du 5 mai 2020, 2020-033 du 7 mai 2020, 2020-034 du 9 mai 2020, 2020-035 du 10 mai 2020, 2020-037 du 14 mai 2020, 2020-038 du 15 mai 2020, 2020-039 du 22 mai 2020, 2020-041 du 30 mai 2020, 2020-042 du 4 juin 2020, 2020-043 du 6 juin 2020, 2020-044 du 12 juin 2020, 2020-045 du 17 juin 2020, 2020-047 du 19 juin 2020, 2020-048 du 26 juin 2020, 2020-049 du 4 juillet 2020, 2020-050 du 7 juillet 2020, 2020-051 du 10 juillet 2020, 2020-052 du 19 juillet 2020, 2020-053 du 1<sup>er</sup> août 2020, 2020-055 du 6 août 2020, 2020-058 du 17 août 2020, 2020-059 du 26 août 2020, 2020-060 du 28 août 2020, 2020-061 du 1<sup>er</sup> septembre 2020, 2020-062 du 4 septembre 2020, 2020-063 du 11 septembre 2020, 2020-064 du 17 septembre 2020, 2020-066 du 18 septembre 2020, 2020-067 du 19 septembre 2020, 2020-068 du 20 septembre 2020, 2020-069 du 22 septembre 2020, 2020-072 du 25 septembre 2020, 2020-074 et 2020-075 du 2 octobre 2020, 2020-076 du 5 octobre 2020, 2020-077 du 8 octobre 2020, 2020-078 du 10 octobre 2020, 2020-079 du 15 octobre 2020, 2020-080 du 21 octobre 2020, 2020-081 du 22 octobre 2020, 2020-082 du 25 octobre 2020, 2020-084 du 27 octobre 2020, 2020-085 du 28 octobre 2020, 2020-086 du 1<sup>er</sup> novembre 2020, 2020-087 du 4 novembre 2020, 2020-088 du 9 novembre 2020, 2020-090 du 11 novembre 2020, 2020-091 du 13 novembre 2020, 2020-093 du

17 novembre 2020, 2020-094 du 22 novembre 2020, 2020-096 du 25 novembre 2020, 2020-097 du 1<sup>er</sup> décembre 2020, 2020-099 et 2020-100 du 3 décembre 2020, 2020-101 du 5 décembre 2020, 2020-102 du 9 décembre 2020, 2020-103 du 13 décembre 2020, 2020-104 du 15 décembre 2020, 2020-105 du 17 décembre 2020, 2020-106 du 20 décembre 2020, 2020-107 du 23 décembre 2020, 2020-108 du 30 décembre 2020, 2021-001 du 15 janvier 2021, 2021-003 du 21 janvier 2021, 2021-004 du 27 janvier 2021, 2021-005 du 28 janvier 2021, 2021-008 du 20 février 2021, 2021-009 du 25 février 2021, 2021-010 du 5 mars 2021, 2021-013 du 13 mars 2021, 2021-015 du 16 mars 2021, 2021-016 du 19 mars 2021, 2021-017 du 26 mars 2021, 2021-019 du 28 mars 2021, 2021-020 du 1<sup>er</sup> avril 2021, 2021-021 du 5 avril 2021, 2021-022 et 2021-023 du 7 avril 2021, 2021-024 du 9 avril 2021, 2021-025 du 11 avril 2021, 2021-026 du 14 avril 2021, 2021-027 du 16 avril 2021, 2021-028 du 17 avril 2021, 2021-029 du 18 avril 2021, 2021-031 du 28 avril 2021, 2021-032 du 30 avril 2021, 2021-033 du 5 mai 2021, 2021-034 du 8 mai 2021, 2021-036 du 15 mai 2021, 2021-037 du 19 mai 2021, 2021-038 du 20 mai 2021, 2021-039 du 28 mai 2021, 2021-040 du 5 juin 2021, 2021-041 du 7 juin 2021, 2021-043 du 11 juin 2021, 2021-044 du 14 juin 2021, 2021-045 et 2021-046 du 16 juin 2021, 2021-047 du 18 juin 2021, 2021-048 du 23 juin 2021, 2021-049 du 1<sup>er</sup> juillet 2021, 2021-050 du 2 juillet 2021, 2021-051 du 6 juillet 2021, 2021-052 du 7 juillet 2021, 2021-053 du 10 juillet 2021, 2021-054 du 16 juillet 2021, 2021-055 du 30 juillet 2021, 2021-057 du 4 août 2021, 2021-058 du 13 août 2021, 2021-059 du 18 août 2021, 2021-060 du 24 août 2021, 2021-061 du 31 août 2021, 2021-062 du 3 septembre 2021, 2021-063 du 9 septembre 2021, 2021-065 du 24 septembre 2021, 2021-066 du 1<sup>er</sup> octobre 2021, 2021-067 du 8 octobre 2021, 2021-068 du 9 octobre 2021, 2021-069 du 12 octobre 2021, 2021-070 du 15 octobre 2021, 2021-071 et 2021-072 du 16 octobre 2021, 2021-073 du 22 octobre 2021, 2021-074 du 25 octobre 2021, 2021-075 du 26 octobre 2021, 2021-077 du 29 octobre 2021, 2021-078 du 2 novembre 2021, 2021-079, 2021-080 et 2021-081 du 14 novembre 2021, 2021-082 du 17 novembre 2021, 2021-083 du 10 décembre 2021, 2021-085 et 2021-086 du 13 décembre 2021, 2021-087 du 14 décembre 2021, 2021-088 du 16 décembre 2021, 2021-089 du 19 décembre 2021, 2021-090 du 20 décembre 2021, 2021-091 du 21 décembre 2021, 2021-092 du 22 décembre 2021, 2021-093 du 23 décembre 2021, 2021-094 du 30 décembre 2021, 2021-095 et 2021-096 du 31 décembre 2021, 2022-001 du 2 janvier 2022, 2022-002 du 14 janvier 2022, 2022-003 et 2022-004 du 15 janvier 2022, 2022-005 du 21 janvier 2022, 2022-007 et 2022-008 du 23 janvier 2022, 2022-009 du 25 janvier 2022, 2022-010 du 27 janvier 2022, 2022-011 du 29 janvier 2022, 2022-012 du 4 février 2022, 2022-013 du 5 février 2022, 2022-014 du 7 février 2022, 2022-015 du 11 février 2022, 2022-017

du 15 février 2022, 2022-018 du 19 février 2022, 2022-019 du 25 février 2022, 2022-020 du 4 mars 2022, 2022-021 du 11 mars 2022, 2022-022 du 18 mars 2022, 2022-023 du 23 mars 2022, 2022-024 du 25 mars 2022, 2022-026, 2022-027, 2022-028, 2022-029 et 2022-030 du 31 mars 2022, 2022-031, 2022-032 et 2022-033 du 11 mai 2022, ainsi que 2022-035 du 13 mai 2022, le ministre a également pris certaines mesures afin de protéger la population;

ATTENDU QU'il y a lieu de renouveler l'état d'urgence sanitaire pour une période de dix jours;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux:

QUE l'état d'urgence sanitaire soit renouvelé jusqu'au 27 mai 2022;

QUE les mesures prévues par le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020, ainsi que par les arrêtés numéros 2022-028 et 2022-029 du 31 mars 2022, 2022-031, 2022-032 et 2022-033 du 11 mai 2022, ainsi que 2022-035 du 13 mai 2022, sauf dans la mesure où elles ont été modifiées, continuent de s'appliquer jusqu'au 27 mai 2022 ou jusqu'à ce que le gouvernement ou le ministre de la Santé et des Services sociaux les modifie ou y mette fin;

QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux soit habilité à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1° à 8° du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2).

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77334

Gouvernement du Québec

## **Décret 862-2022, 18 mai 2022**

CONCERNANT la prolongation d'effet de la Loi établissant un périmètre aux abords de certains lieux afin d'encadrer les manifestations en lien avec la pandémie de la COVID-19

ATTENDU QUE la Loi établissant un périmètre aux abords de certains lieux afin d'encadrer les manifestations en lien avec la pandémie de la COVID-19 (2021, chapitre 26) a été sanctionnée le 23 septembre 2021;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 5 de cette loi, celle-ci entre en vigueur le 23 septembre 2021 et cesse d'avoir effet le 23 octobre 2021;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de cet article, le gouvernement peut toutefois, avant l'échéance, prolonger l'effet de cette loi pour une période de 30 jours et, suivant les mêmes conditions, effectuer toute autre prolongation;

ATTENDU QUE, en vertu du troisième alinéa de cet article, malgré ce qui précède, cette loi ne peut avoir d'effet au-delà de la date à laquelle prend fin l'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret n° 177-2020 du 13 mars 2020 et renouvelé conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2);

ATTENDU QUE l'effet de la Loi établissant un périmètre aux abords de certains lieux afin d'encadrer les manifestations en lien avec la pandémie de la COVID-19 a été prolongé jusqu'au 21 novembre 2021 par le décret n° 1344-2021 du 20 octobre 2021, jusqu'au 21 décembre 2021 par le décret n° 1454-2021 du 17 novembre 2021, jusqu'au 20 janvier 2022 par le décret n° 1616-2021 du 15 décembre 2021, jusqu'au 19 février 2022 par le décret n° 90-2022 du 19 janvier 2022, jusqu'au 21 mars 2022 par le décret n° 178-2022 du 16 février 2022, jusqu'au 20 avril 2022 par le décret n° 320-2022 du 16 mars 2022 et jusqu'au 20 mai 2022 par le décret n° 705-2022 du 20 avril 2022;

ATTENDU QUE l'état d'urgence sanitaire a été renouvelé conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique par le décret n° 834-2022 du 18 mai 2022 jusqu'au 27 mai 2022;

ATTENDU QU'il y a lieu de prolonger l'effet de la Loi établissant un périmètre aux abords de certains lieux afin d'encadrer les manifestations en lien avec la pandémie de la COVID-19 pour une période de 30 jours;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique:

QUE soit prolongé jusqu'au 19 juin 2022 l'effet de la Loi établissant un périmètre aux abords de certains lieux afin d'encadrer les manifestations en lien avec la pandémie de la COVID-19 (2021, chapitre 26), à moins que l'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret n° 177-2020 du 13 mars 2020 et renouvelé conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) prenne fin avant cette date.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

77329

## Arrêtés ministériels

**A.M., 2022**

**Arrêté numéro 2022-031 du ministre de la Santé  
et des Services sociaux en date du 11 mai 2022**

Loi sur la santé publique  
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

VU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

VU que l'état d'urgence sanitaire a toujours été renouvelé depuis cette date par divers décrets, notamment par le décret numéro 816-2022 du 11 mai 2022;

VU que ce décret habilite également le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

VU que l'arrêté numéro 2022-026 du 31 mars 2022 prévoit certaines mesures en éducation;

CONSIDÉRANT QUE la situation actuelle de la pandémie de la COVID-19 permet d'assouplir certaines mesures mises en place pour protéger la santé de la population, tout en maintenant certaines d'entre elles nécessaires pour continuer de la protéger;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QUE les conventions collectives ou ententes, de niveau national, local ou régional en vigueur entre les centres de services scolaires ou les commissions scolaires d'une part, et l'ensemble des syndicats d'autre part, soient modifiées suivant ce qui suit :

1<sup>o</sup> les articles relatifs au mouvement de personnel ayant trait, notamment, au comblement des absences ou au remplacement, à l'affectation, la réaffectation ou au déplacement du personnel sont modifiés pour permettre à l'employeur d'affecter le personnel à l'endroit et au moment où les besoins le justifient. Le personnel peut ainsi être affecté à des tâches d'un autre titre d'emploi, dans une autre unité d'accréditation ou chez un autre employeur;

2<sup>o</sup> les articles relatifs aux horaires de travail sont modifiés pour permettre à l'employeur de répondre aux besoins;

3<sup>o</sup> les articles relatifs à l'octroi d'une rémunération ou d'une compensation additionnelle à celle versée pour la rémunération des heures normales et du temps supplémentaire lorsque des services doivent être maintenus, notamment en raison d'un cas de force majeure, sont inapplicables;

4<sup>o</sup> pour les fins du programme Soutien aux soins d'assistance en établissement de santé, les articles relatifs à la semaine régulière de travail sont modifiés pour permettre à l'employeur de répondre aux besoins;

5<sup>o</sup> les articles relatifs aux règles de formation des groupes d'élèves, exception faite des règles de compensation pour dépassement des maxima d'élèves par groupe, sont modifiés pour permettre à l'employeur de répondre aux besoins;

6<sup>o</sup> les articles relatifs à la tâche annuelle de l'enseignant sont modifiés pour permettre à l'employeur de répondre aux besoins;

7<sup>o</sup> toute personne retraitée du réseau de l'éducation, titulaire d'une autorisation d'enseigner, qui revient au travail pour dispenser l'éducation préscolaire ou l'enseignement primaire ou secondaire est rémunérée conformément à, selon le cas, l'échelle ou l'échelle de traitement applicable au personnel enseignant dans les conventions collectives ou ententes de niveau national en vigueur;

QU'en plus de ce que prévoit l'alinéa précédent, les conventions collectives ou ententes, de niveau national, local ou régional en vigueur entre les centres de services scolaires ou les commissions scolaires d'une part, et l'ensemble des syndicats concernés d'autre part, soient modifiées suivant ce qui suit, pour les fins du programme Soutien aux soins d'assistance en établissement de santé :

1<sup>o</sup> les règles relatives à la formation des groupes d'élèves ne s'appliquent pas aux cours offerts à distance;

2<sup>o</sup> les cours offerts à distance ne sont pas comptabilisés aux fins de la moyenne d'élèves par groupe;

3<sup>o</sup> l'enseignant qui dispense un cours du programme Soutien aux soins d'assistance en établissement de santé bénéficie d'une prime temporaire de 10 %, non cotisable aux fins du régime de retraite, applicable sur le salaire prévu à l'échelle de son titre d'emploi ou au taux horaire qui lui est applicable, selon le cas, pour les heures effectivement travaillées pour lesquelles il est rémunéré dans le cadre de cette formation;

QU'un centre de services scolaire et qu'une commission scolaire doive, avant d'appliquer une mesure prévue aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup> du premier alinéa et au deuxième alinéa, consulter les syndicats concernés, à moins que l'urgence de la situation ne permette pas de le faire; dans ce cas, les syndicats devront être avisés dans les meilleurs délais;

QUE soit exclu de la somme des traitements visés à l'article 10.5 du Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 1), le traitement relatif aux fonctions du pensionné du régime de retraite du personnel d'encadrement qui a été embauché dans une fonction de cadre ou de hors-cadre par un centre de services scolaire, une commission scolaire ou un établissement d'enseignement privé agréé aux fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1) qui dispense des services éducatifs visés aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> de l'article 1 de cette loi, pour les fins de la pandémie de la COVID-19;

QUE les établissements d'enseignement privés qui dispensent des services éducatifs visés aux paragraphes 4<sup>o</sup> à 9<sup>o</sup> de l'article 1 de la Loi sur l'enseignement privé puissent dispenser leurs services éducatifs par formation à distance;

QUE des services éducatifs soient dispensés à distance par les centres de services scolaires, les commissions scolaires et les établissements d'enseignement privés aux élèves suivants de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire de la formation générale des jeunes :

1<sup>o</sup> ceux dont l'état de santé ou celui d'une personne avec qui ils résident les met à risque de complications graves s'ils contractent la COVID-19, lorsqu'un médecin recommande que ces élèves ne fréquentent pas un établissement scolaire;

2<sup>o</sup> ceux dont la classe est visée par une recommandation ou un ordre d'isolement de la part d'une autorité de santé publique en raison d'un cas de COVID-19 déclaré chez un employé ou un élève de l'établissement d'enseignement concerné, et ce, au plus tard deux jours à compter de la recommandation ou de l'ordonnance;

3<sup>o</sup> ceux dont la classe comprend au moins 60 % d'élèves tenus de suivre les consignes d'isolement établies par une autorité de santé publique en raison de la COVID-19, et ce, à compter de la deuxième journée du calendrier scolaire suivant l'atteinte de ce pourcentage;

QUE les services éducatifs à distance prévus à l'alinéa précédent soient dispensés selon l'offre minimale de services prévue en annexe;

QUE, lorsqu'un enseignant de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire ou de l'enseignement secondaire de la formation générale des jeunes d'un centre de services scolaire, d'une commission scolaire ou d'un établissement d'enseignement privé ne peut se présenter à l'école parce qu'il est isolé en raison de la COVID-19 mais qu'il est apte au travail, il doit, à la demande de l'employeur, dispenser les services d'enseignement à distance depuis son lieu d'isolement aux élèves présents en classe qui sont surveillés par un adulte, lequel assure en outre un soutien technique aux élèves;

QUE l'alinéa précédent ne s'applique pas aux enseignants d'une école spécialisée ou d'une classe spécialisée pour des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage qui relèvent de services régionaux ou suprarégionaux de scolarisation;

QUE l'arrêté numéro 2022-026 du 31 mars 2022 soit abrogé;

QUE les mesures prévues au présent arrêté prennent effet le 14 mai 2022.

Québec, le 11 mai 2022

*Le ministre de la Santé et des Services sociaux,*  
CHRISTIAN DUBÉ

---

## ANNEXE

## SEUILS MINIMAUX DE SERVICES ÉDUCATIFS À DISTANCE

	Heures d'enseignement ou d'activités de formation et d'éveil par semaine	Heures de travail autonome fourni par l'enseignant par semaine par élève	Heures de disponibilité de l'enseignant par jour ou par semaine pour répondre aux besoins des élèves
<b>Préscolaire</b>	11,5 heures d'activités de formation et d'éveil en groupe  11,5 heures d'activités de formation et d'éveil personnalisées	2 heures	S.O.
<b>1<sup>er</sup> cycle primaire (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année)</b>	10,5 heures d'enseignement	3 heures	2,5 heures par jour
<b>2<sup>e</sup> cycle primaire (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> année)</b>	13 heures d'enseignement	5 heures	2 heures par jour
<b>3<sup>e</sup> cycle primaire (5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année)</b>	13 heures d'enseignement	7,5 heures	2 heures par jour
<b>1<sup>er</sup> cycle secondaire (1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> secondaire)</b>	15 heures d'enseignement	7,5 heures	5 heures par semaine
<b>2<sup>e</sup> cycle secondaire (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> secondaire)</b>	15 heures d'enseignement	7,5 heures	5 heures par semaine

77306

A.M., 2022

**Arrêté numéro 2022-032 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 11 mai 2022**Loi sur la santé publique  
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

VU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

VU que l'état d'urgence sanitaire a toujours été renouvelé depuis cette date par divers décrets, notamment par le décret numéro 816-2022 du 11 mai 2022;

VU que ce décret habilite également le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

VU que l'arrêté numéro 2022-027 du 31 mars 2022 prévoit certaines mesures sanitaires;

CONSIDÉRANT QUE la situation actuelle de la pandémie de la COVID-19 permet d'assouplir certaines mesures mises en place pour protéger la santé de la population, tout en maintenant certaines d'entre elles nécessaires pour continuer de la protéger;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QU'aux fins du présent arrêté, on entende par « couvrisage » un masque ou un tissu bien ajusté qui couvre le nez et la bouche;

Qu'il soit interdit à un établissement de santé et de services sociaux d'admettre dans une installation qu'il maintient où est exploité un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre local de services communautaires, une personne qui ne porte pas un couvre-visage ou de tolérer qu'une personne qui ne porte pas un couvre-visage s'y trouve, à moins :

- 1° qu'elle soit âgée de moins de 10 ans;
- 2° qu'elle déclare que sa condition médicale l'en empêche;
- 3° qu'elle y reçoive un soin, y bénéficie d'un service ou y pratique une activité physique ou une autre activité qui nécessite de l'enlever, auquel cas elle peut retirer son couvre-visage pour la durée de ce soin, de ce service ou de cette activité;
- 4° qu'elle retire momentanément son couvre-visage pour boire ou manger, ou à des fins d'identification;
- 5° qu'elle y travaille ou y exerce sa profession;
- 6° qu'elle consomme de la nourriture ou une boisson dans toute salle utilisée à des fins de restauration;
- 7° qu'elle se trouve dans son unité d'hébergement;
- 8° qu'elle se trouve dans un local ou une partie d'un tel lieu où seuls sont offerts des services en santé mentale;

QUE, malgré le paragraphe 5° de l'alinéa précédent, une personne qui travaille ou exerce sa profession dans un tel lieu demeure soumise aux règles applicables en matière de santé et de sécurité du travail;

QUE les deuxième et troisième alinéas s'appliquent également, avec les adaptations nécessaires, à l'exploitant d'un cabinet privé de médecin, d'infirmière ou d'infirmière auxiliaire;

Qu'il soit interdit à l'exploitant d'un service de transport collectif par autobus, minibus, métro, bateau, train ou avion d'y admettre une personne qui ne porte pas un couvre-visage ou de tolérer qu'elle se trouve dans un tel moyen de transport sans porter un couvre-visage, à moins :

- 1° qu'elle soit âgée de moins de 10 ans et qu'il ne s'agisse pas d'un élève qui se trouve dans un moyen de transport scolaire;

- 2° qu'il s'agisse d'un élève de l'éducation préscolaire dans un moyen de transport scolaire où il n'y a que des élèves de l'éducation préscolaire;

- 3° qu'elle déclare que sa condition médicale l'en empêche;

- 4° que le moyen de transport soit son lieu de travail habituel;

- 5° qu'elle consomme de la nourriture ou une boisson alors qu'elle se trouve dans une aire réservée pour la restauration ou la consommation de boissons;

- 6° qu'elle retire momentanément son couvre-visage pour boire ou manger, ou à des fins d'identification;

- 7° sur un traversier, qu'elle demeure à l'intérieur de son véhicule ou sur un pont extérieur;

- 8° qu'elle se trouve sur l'étage extérieur d'un véhicule;

QUE les interdictions prévues à l'alinéa précédent s'appliquent également, sous réserve des mêmes exceptions, au chauffeur d'un véhicule automobile utilisé à des fins de transport rémunéré de personnes autrement que dans le cadre de l'exploitation d'un service de transport collectif, sauf s'il s'agit de covoiturage;

QUE la personne dont le lieu de travail habituel est un moyen de transport visé au cinquième alinéa ou un véhicule automobile visé au sixième alinéa demeure soumise aux règles applicables en matière de santé et de sécurité du travail;

Qu'il soit interdit à toute personne qui ne porte pas un couvre-visage :

- 1° d'accéder à une installation ou un cabinet visé au deuxième ou au quatrième alinéa ou de s'y trouver, à moins qu'elle soit visée par l'une des exceptions prévues au deuxième alinéa;

- 2° d'accéder à un autobus, un minibus, un métro, un bateau, un train ou un avion utilisé dans le cadre de l'exploitation d'un service de transport collectif ou à un véhicule automobile utilisé à des fins de transport rémunéré de personnes, sauf s'il s'agit de covoiturage, ou de se trouver dans un tel moyen de transport, à moins qu'elle soit visée par l'une des exceptions prévues au cinquième alinéa;

QUE l'arrêté numéro 2022-027 du 31 mars 2022 soit abrogé;

QUE les mesures prévues au présent arrêté prennent effet le 14 mai 2022.

Québec, le 11 mai 2022

*Le ministre de la Santé et des Services sociaux,*  
CHRISTIAN DUBÉ

77307

## **A.M., 2022**

### **Arrêté numéro 2022-033 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 11 mai 2022**

Loi sur la santé publique  
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

VU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

VU que ce décret prévoit que le ministre de la Santé et des Services sociaux peut prendre toute autre mesure requise pour s'assurer que le réseau de la santé et des services sociaux dispose des ressources humaines nécessaires;

VU que l'état d'urgence sanitaire a toujours été renouvelé depuis cette date par divers décrets, notamment par le décret numéro 816-2022 du 11 mai 2022;

VU que ce décret habilite également le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

VU que l'arrêté numéro 2022-030 du 31 mars 2022 prévoit certaines mesures de ressources humaines;

CONSIDÉRANT QUE la situation actuelle de la pandémie de la COVID-19 permet d'assouplir certaines mesures mises en place pour protéger la santé de la population, tout en maintenant certaines d'entre elles nécessaires pour continuer de la protéger;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QU'aux fins du présent arrêté, on entende par :

1<sup>o</sup> « agence de placement de personnel » une personne, société ou autre entité dont au moins l'une des activités consiste à offrir des services de location de personnel;

2<sup>o</sup> « organisme du secteur de la santé et des services sociaux » un établissement de santé et de services sociaux, une ressource intermédiaire, une ressource de type familial ou une résidence privée pour aînés;

3<sup>o</sup> « prestataire de services » une personne physique qui, dans le cadre d'un contrat de services, incluant un contrat de services de location de personnel, fournit à un organisme du secteur de la santé et des services sociaux une prestation de services;

QUE les dispositions nationales et locales des conventions collectives en vigueur dans le réseau de la santé et des services sociaux de même que les conditions de travail applicables au personnel salarié non syndiqué soient modifiées, afin de permettre à l'employeur de répondre aux besoins de la population, selon les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> les articles relatifs aux congés annuels sont modifiés pour permettre à toute personne de monnayer, à sa demande, ses journées de vacances à taux simple en lieu et place de la prise de journées de vacances qui excèdent celles prévues à la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1);

2<sup>o</sup> les articles relatifs aux mouvements de personnel ayant trait, notamment, à la promotion, au transfert, à la rétrogradation, aux mutations volontaires, à la procédure de supplantation, au poste temporairement dépourvu de son titulaire, au remplacement, à l'affectation, à la réaffectation ou au déplacement du personnel sont modifiés pour permettre à une personne d'accepter volontairement un déplacement temporaire ou une affectation temporaire (intra ou inter établissement);

3<sup>o</sup> aux fins du paragraphe précédent :

a) la personne qui accepte un tel déplacement ou une telle affectation bénéficie du salaire le plus avantageux, en plus de continuer de bénéficier des primes et suppléments rattachés à son poste ou à son affectation avant le déplacement, à l'exception des primes d'inconvénient;

b) malgré le sous-paragraphe précédent, la personne qui bénéficie d'une prime rattachée au milieu dans lequel elle travaille habituellement, et qui doit être déplacée dans un milieu où une prime différente y est rattachée, bénéficie de la prime la plus avantageuse des deux milieux;

c) pour la personne qui convertit normalement la prime de nuit en temps chômé, aucune récupération ne peut être effectuée en lien avec le montant de la prime ainsi convertie;

d) la personne qui bénéficie de congés mobiles continue de les accumuler;

e) la personne conserve le même port d'attache en cas de déplacement aux fins du calcul des allocations de déplacement;

4° les articles relatifs aux contrats à forfait ou aux contrats d'entreprise sont inopérants;

5° l'employeur peut procéder à l'embauche de personnel additionnel en octroyant le statut de personne salariée temporaire à toute personne ainsi embauchée. Le contrat d'embauche en vertu de ce statut est valide jusqu'au 31 décembre 2022. Toutefois, l'employeur peut résilier le contrat de travail en tout temps avec un préavis d'une semaine;

6° pour l'application du paragraphe 5° :

a) la personne embauchée sous le statut de personne salariée temporaire bénéficie uniquement des dispositions des conventions collectives du réseau de la santé et des services sociaux relatives à la rémunération, incluant les primes, les suppléments et le temps supplémentaire. Cependant, cette personne salariée reçoit les bénéfices marginaux applicables à la personne salariée à temps partiel non couverte par les régimes d'assurance vie, d'assurance médicaments et d'assurance salaire;

b) l'employeur n'est pas tenu de respecter les exigences de la «Nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux» pour toute embauche de personnel additionnel, à l'exception des exigences liées aux ordres professionnels, en autant qu'elle réponde aux exigences normales de la tâche;

c) le personnel additionnel ainsi embauché ne bénéficie pas de droits acquis quant à une embauche future et devra se soumettre au processus de sélection habituel conformément aux dispositions en vigueur au sein de l'établissement visé;

7° la personne salariée immunodéprimée ou âgée de 70 ans et plus dont l'état de santé nécessite une réaffectation est retirée du travail si l'employeur n'a pu mettre en place du télétravail ou offrir une réaffectation. La personne salariée à temps complet continue de recevoir sa rémunération comme si elle était au travail, à l'exception des primes d'inconvénient, et la salariée à temps partiel est rémunérée de la même façon selon les quarts prévus à son horaire de travail;

8° la mise en œuvre d'un horaire atypique pour la personne salariée visée au quatre-vingt-cinquième alinéa;

9° l'affectation par l'employeur d'une personne salariée qui s'est engagée en application du soixante-et-unième alinéa au cent-seizième alinéa à un centre d'activités ou service qui permettra à celle-ci de respecter son engagement, et ce, dans la mesure où elle répond aux exigences normales de la tâche;

QUE les paragraphes 1° à 6° du deuxième alinéa s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux conditions de travail du personnel d'encadrement et du personnel non visé par la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1) des établissements publics et privés conventionnés et aux ententes conclues avec le Regroupement Les sages-femmes du Québec;

QUE le paragraphe 7° du deuxième alinéa s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux conditions de travail du personnel non visé par la Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales des établissements publics et privés conventionnés et aux ententes conclues avec le Regroupement Les sages-femmes du Québec;

QU'un établissement de santé et de services sociaux doive, avant d'appliquer une mesure prévue par les paragraphes 4° à 6° du deuxième alinéa, consulter les syndicats locaux ou les associations concernés, à moins que l'urgence de la situation ne permette pas de le faire. Dans ce cas, les syndicats devront être avisés dans les meilleurs délais;

QUE soit exclu de la somme des traitements visés à l'article 10.5 du Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1, r. 1), le traitement relatif aux fonctions du pensionné du régime de retraite du personnel d'encadrement qui a été embauché sous le statut de personne salariée temporaire en vertu du paragraphe 5° du deuxième alinéa dans une fonction de cadre ou de hors-cadre ou qui, sans être nommé dans un poste de cadre chez l'employeur, y exerce temporairement une fonction de cadre pour les

fins de la pandémie de la COVID-19, conformément à l'article 2 du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux cadres des agences et des établissements de santé et de services sociaux (chapitre S-4.2, r. 5.1);

QU'il soit interdit à tout prestataire de services qui a été en contact avec une personne atteinte ou suspectée d'être atteinte de la COVID-19 ou qui est en attente du résultat d'un test de dépistage de la COVID-19 de travailler, au cours des 14 jours suivants son dernier contact avec une telle personne, dans un service ou une unité d'un organisme du secteur de la santé et des services sociaux où aucun usager ou résident n'est dans une de ces situations;

QUE tout prestataire de services soit tenu de compléter la formation «Prévention et contrôle des infections: formation de base en contexte de la COVID-19», ainsi que toute autre formation supplémentaire en matière de prévention et de contrôle des infections exigée par un organisme du secteur de la santé et des services sociaux avant d'y effectuer sa prestation de services;

QU'il soit interdit à toute agence de placement de personnel de fournir à un organisme du secteur de la santé et des services sociaux les services d'un prestataire de services qui, selon le cas :

1<sup>o</sup> a été en contact, au cours des 14 derniers jours, avec une personne atteinte ou suspectée d'être atteinte de la COVID-19 ou qui est en attente du résultat d'un test de dépistage de la COVID-19, pour une affectation dans un service ou une unité où aucun usager ou résident n'est dans une telle situation;

2<sup>o</sup> n'a pas complété la formation «Prévention et contrôle des infections: formation de base en contexte de la COVID-19» ainsi que toute autre formation en matière de prévention et de contrôle des infections exigée par l'organisme du secteur de la santé et des services sociaux à qui il offre des services;

QUE tout prestataire de services et toute agence de placement de personnel soit tenue de transmettre à l'organisme du secteur de la santé et des services sociaux à qui il offre des services et qui en fait la demande les renseignements et documents suivants :

1<sup>o</sup> la liste des endroits où a travaillé le prestataire de services concerné au cours des 14 jours précédant son affectation, de même que, le cas échéant, le fait qu'il a été en contact, durant cette période, avec une personne atteinte ou suspectée d'être atteinte de la COVID-19 ou qui est en attente du résultat d'un test de dépistage de la COVID-19;

2<sup>o</sup> la preuve que le prestataire de services concerné a complété les formations visées au paragraphe 2<sup>o</sup> de l'alinéa précédent;

QU'il soit interdit à un prestataire de services et à une agence de placement de personnel, dont le contrat a été conclu, modifié ou renouvelé depuis le 13 mars 2020, de fournir à un organisme du secteur de la santé et des services sociaux, en échange d'un paiement ou d'une autre rétribution, sous quelque forme que ce soit, dont la valeur excède la tarification horaire suivante, toute journée de travail d'un prestataire de services dont les services correspondent aux tâches du personnel visé par un des titres d'emploi suivants, prévus à la Nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux :

1<sup>o</sup> 74,36 \$, pour les titres d'emploi suivants du regroupement des titres d'emploi d'infirmier clinicien ou d'infirmière clinicienne :

a) infirmier clinicien ou infirmière clinicienne (Institut Pinel) (1907);

b) infirmier clinicien ou infirmière clinicienne (1911);

c) infirmier clinicien assistant infirmier-chef, infirmière clinicienne assistante infirmière-chef, infirmier clinicien assistant du supérieur immédiat, infirmière clinicienne assistante du supérieur immédiat (1912);

d) conseiller ou conseillère en soins infirmiers (1913);

e) infirmier praticien spécialisé, infirmière praticienne spécialisée (1915);

f) infirmier premier assistant en chirurgie, infirmière première assistante en chirurgie (1916);

g) infirmier clinicien spécialisé, infirmière clinicienne spécialisée (1917);

2<sup>o</sup> 71,87 \$, pour les titres d'emploi suivants du regroupement des titres d'emploi d'infirmier ou d'infirmière :

a) infirmier ou infirmière chef d'équipe (2459);

b) infirmier moniteur ou infirmière monitrice (2462);

c) infirmier ou infirmière (2471);

d) infirmier ou infirmière (Institut Pinel) (2473);

e) assistant-infirmier-chef, assistante-infirmière-chef, assistant du supérieur immédiat, assistante du supérieur immédiat (2489);

f) infirmier ou infirmière en dispensaire (2491);

3<sup>o</sup> 47,65 \$, pour les titres d'emploi du regroupement suivants des titres d'emploi d'infirmier ou d'infirmière auxiliaire :

a) infirmier ou infirmière auxiliaire chef d'équipe (3445);

b) infirmier ou infirmière auxiliaire (3455);

4<sup>o</sup> 41,96 \$, pour les titres d'emploi suivants du regroupement des titres d'emploi de préposé ou préposée aux bénéficiaires :

a) préposé ou préposée (certifié A) aux bénéficiaires (3459);

b) préposé ou préposée aux bénéficiaires (3480);

c) préposé ou préposée en établissement nordique (3505);

5<sup>o</sup> 32,08 \$, pour le titre d'emploi auxiliaire aux services de santé et sociaux (3588);

6<sup>o</sup> 80,00 \$, pour les titres d'emploi suivants du regroupement des titres d'emploi d'inhalothérapeute :

a) inhalothérapeute (2244);

b) coordonnateur ou coordonnatrice technique (inhalothérapie) (2246);

c) chargé ou chargée de l'enseignement clinique (inhalothérapie) (2247);

d) assistant-chef inhalothérapeute ou assistante-chef inhalothérapeute (2248);

QUE les taux horaires prévus à l'alinéa précédent soient majorés de 20 % si le lieu de travail du prestataire de services est situé dans l'une des régions sociosanitaires suivantes :

1<sup>o</sup> l'Abitibi-Témiscamingue;

2<sup>o</sup> le Bas-Saint-Laurent;

3<sup>o</sup> la Côte-Nord;

4<sup>o</sup> le Nord-du-Québec;

5<sup>o</sup> la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine;

6<sup>o</sup> le Nunavik;

7<sup>o</sup> les Terres-Cries-de-la-Baie-James;

QUE toute stipulation d'un contrat prévoyant un paiement ou une autre rétribution, sous quelque forme que ce soit, d'une valeur excédant la tarification fixée au onzième ou au douzième alinéa soit sans effet;

QUE, nonobstant le onzième alinéa, les prestataires de services affectés au service du soutien à domicile puissent recevoir une compensation maximale de 0,48 \$ par kilomètre parcouru dans le cadre de leurs déplacements visant à dispenser des services à des usagers;

QUE, nonobstant le onzième alinéa, les prestataires de services affectés dans un lieu de travail situé dans l'une des régions visées au douzième alinéa puissent recevoir un remboursement, sur présentation des pièces justificatives, des frais encourus suivants, selon le cas :

1<sup>o</sup> leurs frais de déplacement en automobile, au taux maximum de 0,48 \$ par kilomètre parcouru entre la résidence du prestataire de services et son lieu de travail;

2<sup>o</sup> leurs frais de déplacement par un autre moyen de transport qu'une automobile;

3<sup>o</sup> leurs frais d'hébergement;

4<sup>o</sup> leurs frais de repas, incluant le pourboire, à raison de 10,40 \$ par déjeuner, 14,30 \$ par dîner et 21,55 \$ par souper;

QUE, nonobstant le onzième alinéa, soit considéré comme des heures régulières de travail le temps de déplacement des prestataires de services dont le lieu de travail est situé dans l'une des régions visées au douzième alinéa;

QU'il soit interdit à tout prestataire de services et à toute agence de placement de personnel de réclamer ou de recevoir par journée de travail d'un prestataire de services visé au onzième alinéa un paiement ou une autre rétribution, sous quelque forme que ce soit, d'une valeur excédant la tarification horaire fixée aux onzième et douzième alinéas;

QUE tout contrat de services en vigueur le 15 mai 2020 conclu par un organisme du secteur de la santé et des services sociaux pour obtenir les services d'un prestataire de services ne puisse être modifié pour augmenter la tarification qui est prévue à ce contrat lorsque celle-ci est inférieure à la tarification maximale permise par le présent arrêté;

Qu'il soit interdit à quiconque d'embaucher une personne ayant un lien d'emploi avec un organisme du secteur de la santé et des services sociaux, un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec visé à l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2), un centre de services scolaire, une commission scolaire, un collège institué en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29) ou une université afin que cette personne agisse par la suite comme prestataire de services dans le cadre d'un contrat de services conclu avec un organisme du secteur de la santé et des services sociaux;

Qu'il soit également interdit à quiconque d'embaucher une personne qui reçoit une subvention d'un établissement de santé et de services sociaux, du ministre de la Santé et des Services sociaux ou d'un organisme sous sa responsabilité, ou une personne ayant un lien d'emploi avec une telle personne afin qu'elle agisse par la suite comme prestataire de services dans le cadre d'un contrat de services conclu avec un organisme du secteur de la santé et des services sociaux;

Qu'un organisme du secteur de la santé et des services sociaux puisse mettre fin à tout contrat de services conclu pour obtenir les services d'un prestataire de services pendant l'état d'urgence sanitaire pour pouvoir procéder à l'embauche de la personne concernée, notamment à titre de personne salariée temporaire, et ce, sans pénalité ou autre réparation ou indemnité pour l'organisme et le prestataire de services;

Qu'il soit interdit à tout prestataire de services et à toute agence de placement de personnel :

1<sup>o</sup> de fournir à un organisme du secteur de la santé et des services sociaux les services d'un prestataire de services qui a ou a eu un lien d'emploi avec un tel organisme dans les 90 jours précédant le début de son affectation;

2<sup>o</sup> de fournir à un organisme du secteur de la santé et des services sociaux les services d'un prestataire de services pour une affectation d'une durée inférieure à 14 jours;

3<sup>o</sup> de fournir à un organisme du secteur de la santé et des services sociaux les services d'un prestataire de services qui est déjà affecté au sein d'un autre organisme du secteur de la santé et des services sociaux;

QUE les paragraphes 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux prestataires de services dont le lieu de travail est situé dans l'une des régions visées au douzième alinéa;

QUE tout prestataire de services dont les services ne sont pas offerts par l'entremise d'une agence de placement et toute agence de placement de personnel soit tenu de fournir à tout organisme du secteur de la santé et des services sociaux, une déclaration assermentée signée par lui, ou selon le cas, par l'un de ses dirigeants, attestant que le prestataire de services dont il offre les services n'a pas ou n'a pas eu de lien d'emploi avec un organisme du secteur de la santé et des services sociaux dans les 90 jours précédant le début de son affectation et que le prestataire de services n'est pas affecté, au même moment, au sein d'un autre organisme du secteur de la santé et de services sociaux. Une telle déclaration assermentée peut viser plusieurs personnes affectées au sein du même organisme;

QUE les vingt-deuxième et vingt-quatrième alinéas du présent arrêté ne s'appliquent pas à la fourniture de services correspondant aux tâches du personnel visé par le titre d'emploi de surveillant d'établissement (6422) ou de gardien ou gardienne (6438), prévu à la Nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux;

Qu'il soit interdit à tout établissement public ou établissement privé conventionné au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ou de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5) de déplacer une personne salariée afin de libérer un quart de travail pour répondre aux disponibilités d'un prestataire de services;

Qu'il soit interdit aux agences de placement de personnel de faire valoir tout engagement de non-concurrence ou toute convention ayant des effets similaires, notamment en réclamant des pénalités, des réparations ou des indemnités, ou d'exercer toute mesure de représailles à l'encontre de toute personne qui souhaite être embauchée par un organisme du secteur de la santé et des services sociaux;

Qu'il soit interdit à quiconque, à l'exception d'un organisme du secteur de la santé et des services sociaux, d'embaucher une infirmière, un infirmier, un inhalothérapeute, une infirmière auxiliaire ou un infirmier auxiliaire qui a ou a eu un lien d'emploi avec un tel organisme dans les 90 jours précédents, aux fins de l'administration par une telle personne du vaccin contre la COVID-19;

Qu'il soit interdit à toute agence de placement de personnel de fournir à quiconque les services d'un professionnel visé à l'alinéa précédent qui a ou a eu un lien d'emploi avec un tel organisme dans les 90 jours précédents aux fins de l'administration par une telle personne du vaccin contre la COVID-19;

QUE les onzième, douzième, treizième, quatorzième, quinzième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt-deuxième, vingt-quatrième et vingt-cinquième alinéas ne s'appliquent pas à l'égard d'un prestataire de services affecté avant le 17 avril 2021 au sein d'un organisme du secteur de la santé et des services sociaux situé dans l'une des régions sociosanitaires visées au douzième alinéa;

QUE les onzième, douzième, treizième, quatorzième, quinzième et dix-septième alinéas ne s'appliquent pas :

1<sup>o</sup> aux contrats conclus avant le 13 mars 2020 entre une agence de placement de personnel et le Centre d'acquisitions gouvernementales qui a acquis les droits et obligations des groupes d'approvisionnement en commun reconnus par le ministre de la Santé et des Services, même s'ils ont été modifiés ou renouvelés depuis cette date;

2<sup>o</sup> aux contrats de gré à gré du Centre d'acquisitions gouvernementales conclus pour le compte du ministre de la Santé et des services sociaux ou d'un établissement de santé et de services sociaux qui prévoit la poursuite de la prestation de services des contrats visés au paragraphe 1<sup>o</sup>, et ce, dans le respect des conditions prévues au troisième tiret du troisième alinéa du dispositif du décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020, tel qu'il se lisait lors de son abrogation par l'arrêté numéro 2022-023 du 23 mars 2022, et à la condition que ces contrats de gré à gré :

- a) soient d'une durée maximale d'un an;
- b) soient conclus avec une agence de placement de personnel qui, à la date de la conclusion de ce contrat, détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics;
- c) prévoient que les autres termes et conditions, dont la tarification, seront identiques à ceux prévus au contrat visé au paragraphe 1<sup>o</sup>;

QU'aux fins du trente-troisième au quarante-troisième alinéa :

1<sup>o</sup> on considère « adéquatement protégée contre la COVID-19 », une personne qui, selon le cas :

a) a reçu deux doses de l'un ou l'autre d'un vaccin à ARNm de Moderna ou de Pfizer BioNTech ou du vaccin AstraZeneca/ COVIDSHIELD ou d'un vaccin à protéine recombinante avec adjuvant (ex. : Novavax), avec un intervalle minimal de 21 jours entre les doses et dont la dernière dose a été reçue depuis sept jours ou plus;

b) a contracté la COVID-19 et a reçu, depuis sept jours ou plus, une dose de l'un ou l'autre des vaccins visés au sous paragraphe a avec un intervalle minimal de 21 jours après la maladie;

c) a reçu une dose du vaccin Janssen depuis au moins 14 jours;

d) a reçu deux doses d'un vaccin contre la COVID-19, dont l'un est un vaccin reçu à l'extérieur du Canada, autre que ceux visés aux sous-paragraphes a et c et l'autre un vaccin à ARNm de Moderna ou de Pfizer BioNTech ou à protéine recombinante avec adjuvant (ex. : Novavax), avec un intervalle minimal de 21 jours entre les doses et dont la dernière dose a été reçue depuis sept jours ou plus;

2<sup>o</sup> soit également assimilée à une personne adéquatement protégée contre la COVID-19 une personne qui, selon le cas :

a) présente une contre-indication à la vaccination contre cette maladie attestée par un professionnel de la santé habilité à poser un diagnostic et qui est inscrite au registre de vaccination maintenu par le ministre de la Santé et des Services sociaux;

b) a participé à l'étude clinique menée par Medicago inc. visant à valider la sécurité ou l'efficacité d'un candidat-vaccin contre la COVID-19;

3<sup>o</sup> on entend par « intervenant du secteur de la santé et des services sociaux » :

a) les personnes qui sont embauchées ou qui commencent à exercer leur profession pour un établissement de santé et de services sociaux;

b) les personnes suivantes qui ont des contacts physiques directs avec des personnes à qui sont offerts des services de santé et des services sociaux ou qui ont des contacts physiques directs avec des personnes qui offrent de tels services notamment en raison du partage d'espaces communs :

i. des élèves, des étudiants et des stagiaires;

ii. des bénévoles;

iii. des sous-contractants ne fournissant pas de soins aux usagers ou aux résidents des milieux visés, à l'exception de ceux agissant dans un contexte d'urgence;

QUE soient tenus d'être adéquatement protégés :

1<sup>o</sup> les intervenants du secteur de la santé et des services sociaux visés au sous-paragraphe *a* du paragraphe 3<sup>o</sup> de l'alinéa précédent;

2<sup>o</sup> les intervenants du secteur de la santé et des services sociaux visés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3<sup>o</sup> de l'alinéa précédent qui agissent dans les milieux suivants :

*a*) une installation maintenue par un établissement de santé et de services sociaux;

*b*) une ressource intermédiaire non visée par la Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant (chapitre R-24.0.2);

*c*) une résidence privée pour aînés, à l'exception de celles de neuf places et moins;

QUE, pour l'application du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'alinéa précédent, tout lieu autre qu'une installation maintenue par un établissement de santé et de services sociaux où sont offerts des services par un tel établissement soit assimilé à une telle installation, mais uniquement en ce qui concerne les intervenants qui fournissent les services de santé ou les services sociaux;

QU'un intervenant du secteur de la santé et des services sociaux visé au trente-troisième alinéa soit tenu de transmettre une preuve qu'il est adéquatement protégé contre la COVID-19, selon le cas, à l'établissement de santé et de services sociaux où il souhaite être embauché ou commencer à exercer sa profession, à l'exploitant du milieu où il exerce ou, dans le cas d'un élève, d'un étudiant ou d'un stagiaire, à son établissement d'enseignement;

QUE la transmission de la preuve exigée en vertu de l'alinéa précédent s'effectue le plus rapidement possible à compter du moment où cette preuve est disponible;

QU'un établissement de santé et de services sociaux ou l'exploitant d'un milieu visé par le paragraphe 2<sup>o</sup> du trente-troisième alinéa soit tenu de vérifier que tout intervenant du secteur de la santé et des services sociaux qui doit être adéquatement protégé contre la COVID-19 l'est;

QU'un intervenant du secteur de la santé et des services sociaux devant être adéquatement protégé contre la COVID-19 qui n'en a pas fourni la preuve à l'exploitant d'un milieu visé au trente-troisième alinéa ne puisse intégrer ou réintégrer ce milieu;

QU'un intervenant du secteur de la santé et des services sociaux qui ne peut réintégrer un milieu en application de l'alinéa précédent ne reçoive, selon le cas, aucune rémunération, bénéfique, honoraire ou autre forme de compensation, à moins que, à la discrétion de son employeur, il n'ait été réaffecté à d'autres tâches, visées à son titre d'emploi, le cas échéant, qui ne nécessitent pas d'être adéquatement protégé contre la COVID-19;

QUE l'exploitant d'une ressource intermédiaire non visée par la Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant transmette à l'établissement de santé et de services sociaux avec lequel il a conclu une entente, une attestation indiquant que les intervenants du secteur de la santé et des services sociaux qui sont tenus d'être adéquatement protégés contre la COVID-19 le sont;

QUE lorsque l'exploitant d'une ressource intermédiaire non visée par la Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant ne transmet pas l'attestation prévue à l'alinéa précédent, l'établissement de santé et de services sociaux avec lequel cette ressource a conclu une entente cesse de la rétribuer et puisse déplacer les usagers qui y sont pris en charge vers un autre milieu de vie;

QU'un établissement de santé et de services sociaux puisse transmettre au ministre une liste d'intervenants du secteur de la santé et des services sociaux qui agissent dans les installations qu'il maintient pour lesquels il souhaite vérifier s'ils sont adéquatement protégés;

QUE toute personne, société ou organisme ne puisse imposer aucune pénalité ou exiger aucune indemnité ou autre réparation pour le motif qu'une personne, en raison de l'application du présent arrêté, a refusé à une personne l'accès à un endroit, a mis fin à un contrat ou a eu recours à une autre personne, une autre société ou un autre organisme pour la remplacer;

QU'aux fins du quarante-cinquième au cinquante-neuvième alinéa, on entende par « intervenant de la santé et des services sociaux » une personne travaillant ou exerçant sa profession pour :

1<sup>o</sup> un établissement de santé et de services sociaux;

2<sup>o</sup> une ressource intermédiaire non visée par la Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant;

3° une résidence privée pour aînés à l'exception de celle de neuf places et moins;

4° une maison de soins palliatifs au sens du paragraphe 2° de l'article 3 de la Loi concernant les soins de fin de vie (chapitre S-32.0001);

5° une institution religieuse qui maintient une installation d'hébergement et de soins de longue durée pour y recevoir ses membres ou ses adhérents;

6° un centre médical spécialisé au sens de l'article 333.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

7° un laboratoire d'imagerie médicale au sens 30.1 de la Loi sur les laboratoires médicaux et sur la conservation des organes et des tissus (chapitre L-0.2);

8° la Corporation d'Urgences-santé;

9° les titulaires de permis d'exploitation de services ambulanciers;

10° Héma-Québec;

11° l'Institut national de santé publique du Québec;

12° le ministère des Transports, mais dans ce cas uniquement pour le Service aérien gouvernemental;

Qu'un sous-contractant fournissant des soins aux usagers ou aux résidents des milieux visés par l'alinéa précédent soit assimilé à un intervenant de santé et de services sociaux;

QUE pour les paragraphes 8° à 12° du quarante-quatrième alinéa soient uniquement visés par les quarante-huitième, quarante-neuvième, cinquantième, cinquante-et-unième, cinquante-deuxième, cinquante-troisième, cinquante-quatrième, cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième alinéas les intervenants ayant des contacts physiques directs avec des personnes à qui sont offerts des services de santé et des services sociaux;

QUE les enseignants exerçant dans un centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation exploité par un établissement de santé et de services sociaux ne soient pas visés par les quarante-huitième, quarante-neuvième, cinquantième, cinquante-et-unième, cinquante-deuxième, cinquante-troisième, cinquante-quatrième, cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième alinéas;

Qu'un intervenant de la santé et des services sociaux soit tenu de passer des tests de dépistage de la COVID-19, conformément aux modalités des cinquante-et-unième, cinquante-deuxième, cinquante-troisième et cinquante-quatrième alinéas, sauf:

1° s'il a reçu deux doses de l'un ou l'autre d'un vaccin à ARNm de Moderna ou de Pfizer-BioNTech, du vaccin AstraZeneca/ COVIDSHIELD ou d'un vaccin à protéine recombinante avec adjuvant (ex. : Novavax), avec un intervalle minimal de 21 jours entre les doses et dont la dernière dose a été reçue depuis au moins sept jours;

2° s'il a contracté la COVID-19 et a reçu, depuis sept jours ou plus, une dose de l'un ou l'autre des vaccins visés au paragraphe 1° avec un intervalle minimal de 21 jours après la maladie;

3° s'il a reçu une dose du vaccin Janssen depuis au moins 14 jours;

4° s'il a reçu une dose d'un vaccin mentionné au paragraphe 1° depuis au moins 7 jours et depuis moins de 60 jours;

5° s'il présente une contre-indication à la vaccination contre cette maladie attestée par un professionnel de la santé habilité à poser un diagnostic et qui est inscrite au registre de vaccination maintenu par le ministre de la Santé et des Services sociaux;

6° s'il a participé à l'étude clinique menée par Medicago inc. visant à valider la sécurité ou l'efficacité d'un candidat-vaccin contre la COVID-19;

7° s'il a contracté la COVID-19 depuis moins de 60 jours;

8° s'il a reçu deux doses d'un vaccin contre la COVID-19, dont l'un est un vaccin reçu à l'extérieur du Canada, autre que ceux visés aux paragraphes 1° et 3°, et l'autre un vaccin à ARNm de Moderna ou de Pfizer-BioNTech ou à protéine recombinante avec adjuvant (ex. : Novavax), avec un intervalle minimal de 21 jours entre les doses et dont la dernière dose a été reçue depuis 7 jours ou plus;

9° s'il travaille exclusivement en télétravail à partir de son domicile;

Qu'un intervenant de la santé et des services sociaux soit tenu de fournir à l'exploitant du milieu ou au responsable de son organisation la preuve qu'il a reçu le ou les vaccins mentionnés à l'alinéa précédent, le cas échéant, ou qu'il répond aux conditions mentionnées aux paragraphes 5°, 6° ou 7° de cet alinéa;

QU'un établissement de santé et de services sociaux puisse transmettre au ministre une liste d'intervenants de la santé et des services sociaux travaillant ou exerçant dans les installations qu'il maintient pour lesquels il souhaite vérifier s'ils sont adéquatement protégés;

QU'un intervenant de la santé et des services sociaux tenu de passer un test de dépistage de la COVID-19 en application du quarante-huitième alinéa doive passer un minimum de trois tests par semaine, effectués par un professionnel autorisé, et en fournir les résultats à l'exploitant du milieu ou au responsable de son organisation;

QUE malgré l'alinéa précédent, un intervenant de la santé et des services sociaux qui travaille moins de trois jours par semaine soit tenu de passer un nombre minimum de test de dépistage de la COVID-19 équivalent au nombre de jours où il est présent dans le milieu ou travaille pour son organisation;

QU'un intervenant de la santé et des services sociaux visé au cinquante-et-unième ou cinquante-deuxième alinéa doive passer les tests de dépistage en dehors de ses heures de travail et qu'il ne reçoive aucune rémunération ni remboursement de frais en lien avec de tels tests;

QU'un intervenant de la santé et des services sociaux qui refuse ou omet de fournir la preuve visée au quarante-neuvième alinéa, de passer un test de dépistage de la COVID-19 obligatoire en application du quarante-huitième alinéa ou de fournir les résultats d'un test conformément au cinquante-et-unième alinéa ne puisse être réaffecté ni être en télétravail et que son absence constitue une absence non autorisée sans perte d'ancienneté;

QUE les privilèges d'un médecin, d'un pharmacien ou d'un dentiste refusant ou omettant de passer un test de dépistage de la COVID-19 obligatoire en application du quarante-huitième alinéa soient suspendus;

QUE toute personne qui fournit des services dans le cadre de la modalité de soutien à domicile allocation directe – chèque emploi service ou dans le cadre d'une entreprise d'économie sociale en aide à domicile soit tenue de transmettre, sur demande de la personne à qui elle fournit les services, la preuve qu'elle a reçu le ou les vaccins mentionnés au quarante-huitième alinéa ou qu'elle répond aux conditions mentionnées aux paragraphes 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> ou 7<sup>o</sup> de cet alinéa ou le résultat d'un test de dépistage de la COVID-19 effectué depuis moins de 72 heures;

QUE toute personne qui fournit des services dans le cadre de la modalité de soutien à domicile allocation directe – chèque emploi service ou dans le cadre d'une

entreprise d'économie sociale en aide à domicile et qui ne transmet pas les preuves qui lui sont demandées en application de l'alinéa précédent ne puisse offrir des services à la personne lui en ayant fait la demande;

QU'un intervenant de la santé et des services sociaux qui est tenu de passer des tests de dépistage de la COVID-19 en vertu du quarante-huitième alinéa ne puisse bénéficier des primes, montants forfaitaires, allocations ou compensations financières prévus au présent arrêté;

QU'un intervenant de la santé et des services sociaux qui est exempté de passer un test de dépistage de la COVID-19 uniquement en application du paragraphe 9<sup>o</sup> du quarante-huitième alinéa ne puisse bénéficier des primes, montants forfaitaires, allocations ou compensations financières visés à l'alinéa précédent;

QU'aux fins du soixante-et-unième alinéa au cent-seizième alinéa, on entende par :

1<sup>o</sup> «établissement» un établissement public ou privé conventionné au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux ou de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris;

2<sup>o</sup> «personne salariée» une personne salariée d'un établissement dont le titre d'emploi fait partie de la catégorie du personnel en soins infirmiers et cardiorespiratoires, tel que prévu à la Nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux, à l'exception des externes en soins infirmiers et des externes en inhalothérapie;

3<sup>o</sup> «cadre» un cadre au sens de l'article 3 du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux cadres des agences et des établissements de santé et de services sociaux qui assume des responsabilités hiérarchiques, fonctionnelles ou conseil auprès des personnes salariées et qui appartient à l'un des titres de familles d'emploi suivants :

a) chef d'unité dans un groupe de médecine de famille ou dans un groupe de médecine de famille universitaire;

b) coordonnateur ou chef d'activités à la direction des services professionnels (gestion des lits, continuum de soins, gestion des séjours);

c) coordonnateur à la direction des soins infirmiers;

d) chef de service, de programme, d'unité, d'activités à la direction des soins infirmiers;

e) chef de secteur à la direction des soins infirmiers;

- f) conseiller cadre à la direction des soins infirmiers;
- g) coordonnateur ou chef d'activités à la direction des soins infirmiers (soir, nuit, fds et fériés/hébergement);
- h) adjoint hiérarchique à la direction des soins infirmiers;
- i) coordonnateur des services d'inhalothérapie;
- j) chef de service en inhalothérapie;
- k) gestionnaire responsable d'un centre d'hébergement de soins de longue durée;
- l) chef d'unité en hébergement dans un centre d'hébergement de soins de longue durée;
- m) chef dans une unité en périnatalité, en néonatalogie ou en pédiatrie, dans un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés;
- n) chef de programme Info-Santé;
- o) chef d'unité dans un centre hospitalier psychiatrique;
- p) coordonnateur d'activités d'établissements;

Qu'une personne salariée reçoive, pour chaque quart de travail effectivement travaillé durant une fin de semaine en sus des quarts de travail prévus à son horaire, un montant de :

1<sup>o</sup> 200 \$ si elle travaille dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe I;

2<sup>o</sup> 400 \$ si elle travaille dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe II;

QUE pour recevoir le montant forfaitaire prévu à l'alinéa précédent, la personne salariée soit tenue d'être présente au travail, selon son horaire, au cours des sept jours précédant et suivant le quart de travail effectivement travaillé durant la fin de semaine;

Qu'aux fins de l'admissibilité aux montants forfaitaires prévus au soixante-et-unième alinéa, soit réputée présente au travail la personne salariée qui bénéficie d'un congé férié, d'une libération syndicale ou, le cas échéant, de la conversion de la prime de soir ou de nuit en temps chômé;

QUE toute personne salariée qui a un horaire de jour et qui s'engage, pour une durée de quatre semaines consécutives, à plutôt travailler à temps complet de soir ou de nuit reçoive, à la fin de cette période, un montant forfaitaire de 2 000 \$;

QUE l'alinéa précédent s'applique également à toute personne salariée qui a un poste ou une affectation avec des quarts de rotation et qui accepte de travailler uniquement de soir ou de nuit;

QUE, pour recevoir la somme prévue au soixante-quatrième alinéa, la personne salariée soit tenue d'être présente au travail, selon son horaire, pour toute la période visée;

QUE, pour les fins de l'alinéa précédent, soit réputée être présente au travail la personne salariée qui bénéficie d'un congé férié;

QUE toute personne qui ne travaillait pas pour un établissement en date du 23 septembre 2021 et qui s'engage à travailler à titre de personne salariée pour un établissement à temps complet pour une durée minimale d'une année reçoive, lors de son entrée en fonction, un montant forfaitaire de :

1<sup>o</sup> 2 000 \$ si elle travaille dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe I;

2<sup>o</sup> 5 000 \$ si elle travaille dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe II;

QUE toute personne salariée qui travaillait pour un établissement en date du 23 septembre 2021 et qui s'engage auprès de cet établissement à y travailler à temps complet pour une durée minimale d'une année reçoive, lors de la signature de son engagement, un montant forfaitaire de :

1<sup>o</sup> 5 000 \$ si elle travaille dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe I;

2<sup>o</sup> 8 000 \$ si elle travaille dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe II;

QUE la personne salariée qui travaillait pour un établissement en date du 23 septembre 2021 et qui déménage avant le 31 mars 2022, puisse s'engager auprès d'un autre établissement à y travailler à temps complet pour une durée minimale d'une année et qu'elle puisse recevoir le montant forfaitaire visé à l'alinéa précédent;

QUE la personne visée au soixante-huitième, au soixante-neuvième ou au soixante-dixième alinéa reçoive un montant forfaitaire de 10 000 \$ à la fin de la période prévue à son engagement, en autant que ce dernier ait été respecté;

QUE toute personne salariée qui a un statut de personne salariée à temps complet sans travailler le nombre d'heures prévu à la Nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux parce qu'elle bénéficie d'un aménagement d'horaire avec réduction du temps de travail qui s'engage auprès d'un établissement à travailler selon l'horaire convenu pour une durée minimale d'une année reçoive au maximum 60% des montants forfaitaires visés aux soixante-neuvième, soixante-dixième ou soixante-et-onzième alinéas;

QUE toute personne salariée qui s'engage auprès d'un établissement à y travailler à temps partiel au moins 9 jours par période de 14 jours pour une durée minimale d'une année reçoive au maximum 50% des montants forfaitaires visés aux soixante-huitième, soixante-neuvième, soixante-dixième ou soixante-et-onzième alinéas;

QUE toute personne salariée demeure admissible aux montants forfaitaires prévus aux soixante-huitième, soixante-neuvième, soixante-dixième et soixante-et-onzième alinéas lorsqu'elle bénéficie d'un congé sans solde pour enseigner à condition qu'elle travaille pour l'établissement un minimum de 7 jours par période de 14 jours et qu'auquel cas elle reçoive, au maximum les pourcentages suivants de ces montants forfaitaires :

1<sup>o</sup> 70% lorsqu'elle travaille 7 jours par période de 14 jours;

2<sup>o</sup> 80% lorsqu'elle travaille 8 jours par période de 14 jours;

3<sup>o</sup> 90% lorsqu'elle travaille 9 jours par période de 14 jours;

QUE l'alinéa précédent s'applique uniquement à une personne salariée qui respecte les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> l'enseignement est en lien direct avec les domaines d'exercice des personnes salariées appartenant à la catégorie du personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires, tel que prévu à la Nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux;

2<sup>o</sup> elle travaille l'équivalent d'un temps complet lorsque sa prestation de travail dans l'établissement est additionnée à ses charges de cours;

QUE, pour être admissible à recevoir les montants forfaitaires visés aux soixante-huitième, soixante-neuvième, soixante-dixième, soixante-et-onzième, soixante-douzième et soixante-treizième alinéas, la personne salariée doit avoir signé son engagement au plus

tard le 31 mars 2022 et être disponible à travailler selon le nombre de jours de travail par semaine prévus à son engagement à cette date;

QU'une personne salariée en congé de maternité, de paternité, d'adoption ou parental puisse signer son engagement après le 31 mars 2022 pour une durée ne pouvant excéder le 31 mars 2023, en autant qu'elle soit disponible à travailler à temps complet ou 9 jours par période de 14 jours, dans le cas d'une personne salariée à temps partiel, à la date de son retour au travail et qu'alors elle reçoive, selon le cas, les montants forfaitaires visés aux soixante-huitième, soixante-neuvième, soixante-et-onzième, soixante-douzième et soixante-treizième alinéas en un seul versement, à la fin de son engagement, en autant que ce dernier ait été respecté;

QUE les personnes salariées visées aux soixante-huitième, soixante-neuvième ou soixante-dixième alinéas puissent se prévaloir de la conversion de la prime de soir ou de nuit en temps chômé;

QUE les montants forfaitaires mentionnés aux soixante-huitième, soixante-neuvième, soixante-dixième, soixante-et-onzième, soixante-douzième et soixante-treizième alinéas soient payés au prorata des heures régulièrement effectivement travaillées;

QUE, malgré ce que prévoient les soixante-huitième, soixante-neuvième, soixante-dixième, soixante-et-onzième, soixante-douzième et soixante-treizième alinéas, la personne retraitée embauchée soit tout de même admissible aux montants forfaitaires visés à ces alinéas et que ceux-ci soient payés au prorata des heures régulières effectivement travaillées au cours de l'année, si elle travaille à temps partiel ou s'il y a rupture du lien d'emploi avant la fin de son engagement;

QUE, pour l'application des soixante-dix-neuvième et quatre-vingtième alinéas, soit assimilées à des heures régulières effectivement travaillées les congés annuels, les congés mobiles, les congés fériés ainsi que, sauf pour les personnes retraitées embauchées, un maximum de 10 jours de toute autre absence autorisée;

QUE la personne retraitée qui s'engage à travailler pour un établissement en application du soixante-huitième, soixante-neuvième, soixante-dixième ou soixante-et-onzième alinéa puisse recevoir, à la fin de la période prévue à son engagement, en autant que ce dernier ait été respecté, un remboursement des frais, jusqu'à concurrence de la somme habituellement exigée pour une année d'exercice, qu'elle a déboursés pour obtenir le droit d'exercer les activités professionnelles nécessaires, selon les exigences de la Nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux;

QUE toute personne travaillant pour un établissement, à l'exception d'un médecin, qui lui réfère une personne salariée qui n'est pas à l'emploi d'un établissement pour qu'elle y soit embauchée à titre de personne salariée reçoive une prime de référencement de 500 \$ si cette personne réussit sa période de probation et complète au moins six mois de service au sein de cet établissement;

QU'aux fins de l'application de l'alinéa précédent, un stagiaire soit réputé être à l'emploi d'un établissement;

QUE toute personne salariée travaillant dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe I qui s'engage à travailler à temps complet pour une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe II pour une période d'au moins quatre mois consécutifs reçoive, lors de la signature de son engagement, un montant forfaitaire de 1 000 \$;

QUE la personne salariée visée à l'alinéa précédent reçoive un montant forfaitaire de 3 000 \$ à la fin de la période prévue à son engagement, en autant que ce dernier ait été respecté;

QUE toute personne salariée qui a un statut à temps complet sans travailler le nombre d'heures prévu à la Nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux parce qu'elle bénéficie d'un aménagement d'horaire avec réduction du temps de travail et qui travaille dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe I, qui s'engage, pour une période d'au moins quatre mois consécutifs, à travailler selon l'horaire convenu dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe II, reçoive au maximum 60 % des montants forfaitaires visés aux quatre-vingt-cinquième et quatre-vingt-sixième alinéas;

QUE toute personne salariée travaillant dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe I qui s'engage, pour une période d'au moins quatre mois consécutifs, à travailler à temps partiel au moins 9 jours par période de 14 jours pour une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe II reçoive au maximum 50 % des montants forfaitaires visés aux quatre-vingt-cinquième et quatre-vingt-sixième alinéas;

QUE les montants forfaitaires mentionnés aux quatre-vingt-cinquième, quatre-vingt-sixième, quatre-vingt-septième et quatre-vingt-huitième alinéas soient payés au prorata des heures régulières effectivement travaillées;

QUE, pour l'application de l'alinéa précédent, soit assimilées à des heures régulières effectivement travaillées les congés annuels, les congés mobiles, les congés fériés ainsi que, sauf pour les personnes retraitées embauchées, un maximum de quatre jours de toute autre absence autorisée;

QUE les conditions et modalités suivantes s'appliquent à l'égard des montants forfaitaires prévus aux soixante-huitième, soixante-neuvième, soixante-dixième, soixante-et-onzième, soixante-douzième, soixante-treizième, quatre-vingt-cinquième, quatre-vingt-sixième, quatre-vingt-septième et quatre-vingt-huitième alinéas :

1° tout montant reçu en trop par la personne salariée doit être remboursé à l'établissement ou peut être compensé par celui-ci;

2° une personne salariée devient inadmissible aux montants forfaitaires et doit rembourser tout versement reçu sans qu'aucun prorata n'y soit appliqué dans l'une des situations suivantes :

a) elle s'est absentée sans que cette absence soit autorisée;

b) elle prend plus de 10 jours de congés sans solde autorisés ou, pour les montants forfaitaires visés aux quatre-vingt-cinquième, quatre-vingt-sixième, quatre-vingt-septième et quatre-vingt-huitième alinéas, plus de 4 jours de congés sans solde autorisés;

c) elle ne respecte pas l'engagement convenu;

QUE, pour les fins du calcul du nombre de jours prévu au sous-paragraphe b du paragraphe 2° de l'alinéa précédent, ne soient pas considérés, les absences autorisées dans le cas d'une sortie prévue à la convention collective de la personne salariée qui travaille dans une installation maintenue par un établissement située dans un secteur visé à l'annexe III;

QUE l'engagement de la personne salariée qui a signé un engagement à travailler à temps complet pour une durée minimale d'une année dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe I et qui cesse volontairement de travailler pour cet établissement afin de travailler dans une installation maintenue par un établissement située dans une région sociosanitaire visée à l'annexe II soit réputé conclu avec ce dernier établissement et que la personne salariée reçoive les montants forfaitaires applicables à chacune de ces régions au prorata du temps travaillé dans chacune d'elles;

QUE la personne qui n'est pas domiciliée dans une région visée à l'annexe II, qui s'y installe pour travailler à titre de personne salariée dans une installation d'un établissement qui y est située et s'engage à travailler dans cette installation à temps complet pour une durée minimale de deux ans reçoive un montant forfaitaire de 24 000 \$ dont les versements sont répartis ainsi :

- 1<sup>o</sup> 12 000 \$ lors de l'entrée en fonction;
- 2<sup>o</sup> 12 000 \$ un an après l'entrée en fonction;

QUE la personne visée à l'alinéa précédent soit tenue de rembourser tout montant reçu si elle ne respecte pas son engagement;

QUE toute personne salariée qui a un statut de personne salariée à temps complet sans travailler le nombre d'heures prévu à la Nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux parce qu'elle bénéficie d'un aménagement d'horaire avec réduction du temps de travail qui s'engage auprès d'un établissement à y travailler selon l'horaire convenu pour une durée minimale de deux ans reçoive 60 % des montants forfaitaires visés au quatre-vingt-quatorzième alinéa;

QUE toute personne salariée qui s'engage auprès d'un établissement à y travailler à temps partiel au moins 9 jours par période de 14 jours pour une durée minimale de deux ans reçoive 50 % des montants forfaitaires visés au quatre-vingt-quatorzième alinéa;

QUE la personne salariée visée au quatre-vingt-cinquième alinéa puisse recevoir, pour chaque aller-retour entre sa résidence et son lieu de travail, le remboursement des frais suivants :

- 1<sup>o</sup> les frais de déplacement en automobile, au taux maximum de 0,48 \$ par kilomètre parcouru entre sa résidence et son lieu de travail;
- 2<sup>o</sup> les frais réels de déplacement par un autre moyen de transport qu'une automobile;
- 3<sup>o</sup> les frais d'hébergement encourus;
- 4<sup>o</sup> le temps de déplacement;
- 5<sup>o</sup> les frais de repas, incluant le pourboire, à raison de 10,40 \$ par déjeuner, 14,30 \$ par dîner et 21,55 \$ par souper;

QUE les montants prévus au paragraphe 5<sup>o</sup> de l'alinéa précédent soient majorés :

- 1<sup>o</sup> de 30 % si les repas sont pris dans un établissement commercial d'une municipalité située entre le 49<sup>ième</sup> et le 50<sup>ième</sup> parallèle, à l'exception de la municipalité de Baie-Comeau et des municipalités de la péninsule gaspésienne;
- 2<sup>o</sup> de 50 % si les repas sont pris dans un établissement commercial d'une municipalité située au-delà du 50<sup>ième</sup> parallèle, à l'exception des municipalités de Port-Cartier et de Sept-Îles;

QU'en raison de circonstances exceptionnelles, des frais de repas supérieurs aux montants maximums prévus aux alinéas précédents puissent être remboursés par le dirigeant de l'organisme public ou la personne qu'il désigne si des explications jugées valables le justifie;

QUE les montants forfaitaires prévus aux soixante-huitième, soixante-neuvième et soixante-et-onzième alinéas s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la personne qui travaille pour un établissement privé non conventionné ou une maison de soins palliatifs au sens du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 3 de la Loi concernant les soins de fin de vie et qui y exerce des fonctions équivalentes à une personne salariée;

QUE toute personne qui exerce des fonctions équivalentes à une personne salariée, qui a un statut à temps complet, qui bénéficie d'un aménagement d'horaire avec réduction du temps de travail et qui s'engage auprès d'un établissement ou d'une maison de soins palliatifs visé à l'alinéa précédent à travailler selon l'horaire convenu pour une durée minimale d'une année reçoive au maximum 60 % des montants forfaitaires visés aux soixante-neuvième ou soixante-et-onzième alinéas;

QUE toute personne qui exerce des fonctions équivalentes à une personne salariée et qui s'engage auprès d'un établissement ou d'une maison de soins palliatifs visé au cent-unième alinéa à y travailler à temps partiel au moins 9 jours par période de 14 jours pour une durée minimale d'une année reçoive au maximum 50 % des montants forfaitaires visés aux soixante-huitième, soixante-neuvième ou soixante-et-onzième alinéas;

QU'une personne qui exerce des fonctions équivalentes à une personne salariée pour un établissement ou une maison de soins palliatifs visé au cent-unième alinéa, qui est en congé de maternité, de paternité, d'adoption ou parental puisse signer son engagement après le 31 mars 2022 pour une durée ne pouvant excéder le 31 mars 2023, en autant qu'elle soit disponible à travailler à temps

complet ou 9 jours par période de 14 jours, dans le cas d'une personne à temps partiel, à la date de son retour au travail et qu'alors elle reçoive, selon le cas, les montants forfaitaires visés au soixante-huitième, soixante-neuvième ou soixante-et-onzième alinéas en un seul versement, à la fin de son engagement, en autant que ce dernier ait été respecté;

QUE les mêmes modalités que celles prévues aux soixante-seizième, soixante-dix-huitième, soixante-dix-neuvième, quatre-vingtième, quatre-vingt-unième et quatre-vingt-onzième alinéas s'appliquent à la personne visée aux cent-unième, cent-deuxième, cent-troisième ou cent-quatrième alinéas;

QUE toute personne qui travaille pour une résidence privée pour aînés ou une institution religieuse qui maintient une installation d'hébergement et de soins de longue durée pour y recevoir ses membres ou ses adhérents, qui y exerce des fonctions équivalentes à une personne salariée et qui s'engage auprès de cette résidence à y travailler à ce titre à temps complet pour une durée minimale d'une année reçoive, un montant forfaitaire de :

1° 2 500 \$ lors de la signature de son engagement;

2° 5 000 \$ à la fin de la période prévue à son engagement, en autant que ce dernier ait été respecté;

QUE toute personne qui exerce des fonctions équivalentes à une personne salariée, qui a un statut à temps complet, qui bénéficie d'un aménagement d'horaire avec réduction du temps de travail et qui s'engage auprès d'une résidence privée pour aînés ou d'une institution religieuse visé à l'alinéa précédent à travailler selon l'horaire convenu pour une durée minimale d'une année reçoive au maximum 60 % des montants forfaitaires visés à cet alinéa;

QUE toute personne qui exerce des fonctions équivalentes à une personne salariée et qui s'engage auprès d'une résidence privée pour aînés ou d'une institution religieuse visé au cent-sixième alinéa à y travailler à temps partiel au moins 9 jours par période de 14 jours pour une durée minimale d'une année reçoive au maximum 50 % des montants forfaitaires visés à cet alinéa;

QU'une personne qui exerce des fonctions équivalentes à une personne salariée pour une résidence privée pour aînés ou d'une institution religieuse visée au cent-sixième alinéa, qui est en congé de maternité, de paternité, d'adoption ou parental puisse signer son engagement après le 31 mars 2022 pour une durée ne pouvant excéder le 31 mars 2023, en autant qu'elle soit disponible à travailler à temps complet ou 9 jours par période de 14 jours, dans

le cas d'une personne à temps partiel, à la date de son retour au travail et qu'alors elle reçoive, selon le cas, les montants forfaitaires visés au cent-sixième alinéa en un seul versement, à la fin de son engagement, en autant que ce dernier ait été respecté;

QUE les mêmes modalités que celles prévues aux soixante-seizième, soixante-dix-huitième, soixante-dix-neuvième, quatre-vingtième, quatre-vingt-unième et quatre-vingt-onzième alinéas s'appliquent à la personne visée aux cent-sixième, cent-septième, cent-huitième ou cent-neuvième alinéas;

QU'une personne ne devienne pas inadmissible à recevoir les montants forfaitaires prévus aux soixante-et-unième, soixante-quatrième, soixante-huitième, soixante-neuvième, soixante-dixième, soixante-et-onzième, soixante-douzième, soixante-treizième, soixante-quatorzième, soixante-dix-septième, quatre-vingtième, quatre-vingt-deuxième, quatre-vingt-troisième, quatre-vingt-cinquième, quatre-vingt-sixième, quatre-vingt-septième, quatre-vingt-huitième, quatre-vingt-quatorzième, quatre-vingt-seizième, quatre-vingt-dix-septième, quatre-vingt-dix-huitième, cent-unième, cent-deuxième, cent-troisième, cent-quatrième, cent-sixième, cent-septième, cent-huitième et cent-neuvième alinéas et que le prorata applicable à ces montants, le cas échéant, ne soit pas affecté lorsqu'elle s'absente aux fins de subir un test de dépistage de la COVID-19, lorsqu'elle doit s'isoler à la demande de son employeur ou parce qu'elle a reçu un ordre d'isolement d'une autorité de santé publique ou lorsqu'elle a été atteinte de la COVID-19 et qu'en raison de cette maladie elle est en absence invalidité;

QU'un cadre bénéficie d'une allocation temporaire de 14 % applicable sur son salaire au sens de l'article 3 du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux cadres des agences et des établissements de santé et de services sociaux;

QUE l'allocation visée à l'alinéa précédent soit versée sous la forme d'un montant forfaitaire, au prorata du temps travaillé, y compris les congés fériés, les congés mobiles, les congés annuels et les congés sociaux;

QUE ne soit plus admissible à l'allocation temporaire, le cadre :

1° ayant cumulé plus de 10 jours d'absence sans solde, en excluant les absences découlant de l'application d'une entente de préretraite progressive ou d'un congé pour activité en milieu nordique;

2° s'étant absenté sans que cette absence soit autorisée;

QUE les cadres dont les postes ont été abolis au cours des deux années précédant le 13 décembre 2021 et qui ont obtenu une indemnité de fin d'emploi conformément aux articles 119 et 122 du Règlement sur certaines conditions de travail applicables aux cadres des agences et des établissements de santé et de services sociaux puissent être réengagés pour occuper un poste de cadre;

QUE les cent-douzième, cent-treizième, cent-quatorzième et cent-quinzième alinéas s'appliquent aux cadres qui travaillent pour une maison de soins palliatifs, avec les adaptations nécessaires;

QUE toutes les primes, toutes les allocations et tous les montants forfaitaires versés en vertu du présent arrêté ne soient pas cotisables aux fins du régime de retraite;

QUE l'arrêté numéro 2022-030 du 31 mars 2022 soit abrogé;

QUE les mesures prévues au présent arrêté prennent effet le 14 mai 2022.

#### **Annexe I**

Région sociosanitaire du Bas-Saint-Laurent;

Région sociosanitaire du Saguenay—Lac-Saint-Jean;

Région sociosanitaire de la Capitale-Nationale;

Région sociosanitaire de la Mauricie et Centre-du-Québec;

Région sociosanitaire de l'Estrie;

Région sociosanitaire de Montréal;

Région sociosanitaire de Chaudière-Appalaches;

Région sociosanitaire de Laval;

Région sociosanitaire de Lanaudière;

Région sociosanitaire des Laurentides;

Région sociosanitaire de la Montérégie.

#### **Annexe II**

Région sociosanitaire de l'Outaouais;

Région sociosanitaire de l'Abitibi-Témiscamingue;

Région sociosanitaire de la Côte-Nord;

Région sociosanitaire du Nord-du-Québec;

Région sociosanitaire de la Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine;

Région sociosanitaire du Nunavik;

Région sociosanitaire des Terres-Cries-de-la-Baie-James.

#### **Annexe III**

Le secteur V, composé des localités de Tasiujak, Ivujivik, Kangiqsualujjuaq, Aupaluk, Quaqtak, Akulivik, Kangiqsujuaq, Kangirsuk, Salluit, Tarpangajuk et Umiujak;

Le secteur IV, composé des localités de Wemindji, Eastmain, Fort Rupert (Waskaganish), Nemaska (Nemiscau), Inukjuak, Puvirnituq, Kuujjuak, Kuujuarapik, Poste-de-la-Baleine (Whapmagoostui), Schefferville et Kawawachikamach;

Le secteur III, composé des localités suivantes :

— celles situées sur le territoire situé au nord du 51<sup>e</sup> degré de latitude incluant Mistissini, Chisasibi, Oujé-Bougoumou, Radisson, et Waswanipi, à l'exception de Fermont et des localités spécifiées aux secteurs IV et V;

— Parent, Sanmaur et Clova;

— celles situées sur le territoire de la Côte Nord, s'étendant à l'est de Havre St-Pierre, jusqu'à la limite du Labrador, y compris l'Île d'Anticosti;

Le secteur II, composé des localités suivantes :

— la municipalité de Fermont;

— celles situées sur le territoire de la Côte Nord situé à l'est de la Rivière Moisie et s'étendant jusqu'à Havre St-Pierre inclusivement;

— celles des Îles-de-la-Madeleine.

Québec, le 11 mai 2022

*Le ministre de la Santé et des Services sociaux,*  
CHRISTIAN DUBÉ

77308

**A.M., 2022**

**Arrêté numéro 2022-035 du ministre de la Santé  
et des Services sociaux en date du 13 mai 2022**

Loi sur la santé publique  
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

VU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

VU que l'état d'urgence sanitaire a toujours été renouvelé depuis cette date par divers décrets, notamment par le décret numéro 816-2022 du 11 mai 2022;

VU que ce décret habilite également le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1° à 8° du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

VU que l'arrêté numéro 2022-032 du 11 mai 2022 prévoit certaines mesures sanitaires;

CONSIDÉRANT QUE la situation actuelle de la pandémie de la COVID-19 permet d'assouplir certaines mesures mises en place pour protéger la santé de la population, tout en maintenant certaines d'entre elles nécessaires pour continuer de la protéger;

ARRÊTE CE QUI SUIT:

QUE l'arrêté numéro 2022-032 du 11 mai 2022 soit modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 7° du deuxième alinéa par les suivants:

«7° qu'elle se trouve dans l'installation d'un établissement où est exploité un centre d'hébergement et de soins de longue durée où elle est hébergée;

7.1° qu'elle se trouve dans une chambre d'une installation d'un établissement où est exploité un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés ou dans tout autre lieu désigné à cette fin par l'établissement;»;

2° dans le cinquième alinéa :

a) par la suppression, dans le paragraphe 1°, de «et qu'il ne s'agisse pas d'un élève qui se trouve dans un moyen de transport scolaire»;

b) par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° qu'il s'agisse d'un élève qui se trouve dans un moyen de transport scolaire;».

Québec, le 13 mai 2022

*Le ministre de la Santé et des Services sociaux,*  
CHRISTIAN DUBÉ

77332